

femmes & hommes en église

BULLETIN INTERNATIONAL

Une espérance
venue de l'Ouest



Partenaires autrement

sommaire

femmes &hommes l'eglise

Dossier

Call to action

L'histoire d'un appel à l'action : un partenariat qui se mûrit . . . 3

Donna Singles

Un mouvement qui se structure 6

Grounwork : membre actif du Réseau CAT 8

Catholiques pour la liberté de choix (CFFC) 11

Il n'y a pas de langage innocent 13

Lettre pastorale de "Call to action" 16

Entretien avec le Dr Carmel McEnroy, rsm 19

Actualités

Les femmes, le sida & les hommes 22

Jacques Bancal

Oser la réconciliation 25

Elisabeth J. Lacelle

Dieu créa l'humain 28

Jef Festjens

Tous excommuniés ! 31

Suzanne Tunc

Etudes

Le diaconat féminin 32

Carolyn Sharp

Vie de l'association

Une nouvelle équipe 34

10 bougies pour Femmes et Christianisme 35

Avez-vous lu ? 38

Comité de rédaction

Madeline Arondel-Rohaut, Monique Chomel, Alice Gombault, Serge Lafitte, Albéric de Palmaert, Donna Singles

éditorial

Une espérance venue de l'Ouest

Ce numéro 69 du bulletin Femmes & Hommes en Eglise veut honorer de façon explicite son titre de BULLETIN INTERNATIONAL, en faisant partager "Une espérance venue de l'Ouest". L'Ouest figure les Etats-Unis d'Amérique, et plus exactement Détroit (Michigan), qui a accueilli dernièrement, en novembre 1996, le rassemblement de Call to Action (Appel à l'Action). Le dossier est donc consacré à cette manifestation. Il a été entièrement réalisé par Donna Singles, originaire des Etats-Unis, enseignante (en retraite) à l'Université catholique de Lyon, religieuse de la congrégation des Sœurs de St Joseph, qui a suivi ce rassemblement. Nous la remercions pour ses traductions et sa mise en forme synthétique, et cependant variée, de ce moment fort qui ravive chez les chrétiennes et les chrétiens de tous pays l'espoir d'une Eglise plus évangélique. C'est également elle qui a collecté les illustrations qui agrémentent ce numéro.

Les Actualités font également droit à des événements internationaux. Quant à la vie de l'association, elle nous ramène à une dimension plus hexagonale.

Alice Gombault

Liminaire

Le dossier qui suit renvoie à un événement important dans la vie de l'Eglise catholique aux Etats-Unis. En novembre dernier (1996), 5000 personnes se sont rassemblées à Détroit (Michigan) pour un grand forum de "Call to Action" ou CAT (Appel à l'action), devenu le mouvement de réforme le plus important dans l'Eglise de ce pays. Pour comprendre ce phénomène, on lira un premier article sur le déroulement du forum où un effort exceptionnel a été fait pour

vivre un partenariat effectif et efficace.

On verra aussi comment la force du mouvement réside dans sa structure, à l'organisation à la fois souple et solide. C'est grâce à cette double exigence que "Call to Action" est capable de rallier des dizaines de milliers de personnes autour des causes qu'il épouse et, par ailleurs, capable de prêter son soutien à des actions de réforme issues de différents groupes qui font partie de son réseau associatif.

D'autres pièces du dossier font écho à

éditorial

quelques actions précises du réseau CAT : le groupe de pression GROUND-WORK, l'association "Catholiques pour la liberté de choix" (CFFC) et la "Conférence pour l'ordination des femmes" (WOC).

C'est grâce à WOC, en particulier, que la question du langage inclusif a pris une place importante parmi les réformes de l'Eglise que "Call to Action" encourage. Si l'appel à l'élimination du langage sexiste de nos célébrations liturgiques et des textes du magistère reflète la sensibilité particulière de la société américaine, WOC et bien d'autres associations pensent aujourd'hui qu'on aurait tort de voir là un simple phénomène limité au peuple américain. Le "peuple de Dieu" dans son ensemble ne peut plus esquiver la question : quel discours est approprié pour une Eglise qui prétend être, idéalement et concrètement, un partenariat de femmes et d'hommes ? L'intérêt de la question pour un lectorat francophone trouvera sa réponse dans l'importance que celui-ci accordera aux réformes à encourager dans l'Eglise à venir.

On trouvera aussi dans le dossier l'importante lettre pastorale de "Call to Action". Rédigée en 1990 et confirmée sans cesse lors de tous ses rassemblements, le document évoque les uns après les autres, les points ecclésiaux les plus urgents à traiter. Nullement iconoclaste, ne cherchant pas non plus à nier la diversité des rôles, fonctions et tâches dans l'Eglise, la lettre pastorale de CAT peut être considérée comme un appel lancé à l'Eglise toute entière, depuis la base jusqu'aux évêques, en vue des réformes indispensables pour franchir le seuil du 3e millénaire.

C'est à la lumière des exigences pastorales de cette lettre qu'il faut lire, en fin du dossier, l'entretien avec l'une des conférencières au forum de CAT, sœur Carmel McEnroy. Le processus d'aliénation qu'elle décrit - touchant sa personne comme femme et comme théologienne - est un

triste exemple d'une institution qui a toujours du mal à mettre en question ses propres fonctionnements. "Call to Action" et son réseau d'associations n'hésitent pas à situer leur raison d'être et leurs actions dans ce lieu institutionnel particulièrement intransigeant en matière de réforme.

Donna Singles



Permission accordée par
"Call to Action" Leut, 1993

Call to action

L'histoire d'un appel à l'action : un partenariat qui se mûrit

Un anniversaire "pointé" vers l'avenir

Quand plus de 5000 femmes et hommes se rencontrent pour travailler ensemble à la réforme de leur Eglise, cela donne de l'espoir. Quand il s'agit d'un rassemblement annuel qui, depuis 20 ans, attire de plus en plus de monde, c'est une véritable espérance qui naît. Sans aucun doute, les participants au grand forum "Call to Action" à Détroit du 14 au 17 novembre dernier avaient l'impression d'être portés par une immense lame de fond en train de monter vers la surface pour balayer toutes sortes de résistances : inertie, indifférence, entêtement... Attitudes peu dignes de la foi qui devront céder la place à la confiance renouvelée du peuple de Dieu pour que l'Eglise dans l'avenir soit vraiment l'Eglise de tous : telle fut la profonde conviction de toute personne qui a fait sienne le thème du

vingtième rassemblement de "Call to Action", à savoir "Nous sommes l'Eglise".

Les débuts de "Call to Action"

En 1976, les évêques des Etats-Unis ont lancé un "Appel à l'action" à de nombreuses associations laïques locales et nationales créées à la suite du concile Vatican II. Celles-ci ont été invitées à venir à Détroit pour dialoguer avec leurs évêques d'une manière "ouverte et honnête". Plus de 2.500 personnes ont répondu à l'appel.

Alors, pendant trois jours, en assemblée générale et en petits ateliers, les participants ont débattu de beaucoup de questions restées en suspens au concile ; cela, afin de réaliser une véritable réforme des structures de l'Eglise et de la société. Le dernier jour, l'assemblée a voté une série de résolutions qu'elle jugeait parmi les plus urgentes. Mais ces

résolutions heureuses se sont vite transformées en fruit amer. Beaucoup de laïcs avaient le sentiment d'avoir passé trois jours pour rien -sentiment d'autant plus fort qu'ils avaient espéré qu'enfin, grâce au forum, un véritable partenariat pourrait se mettre en place entre femmes et hommes, fidèles et clercs.

Comment expliquer une telle déception ? La réponse était à prévoir : les évêques ont pris peur. Affolés devant la tempête qu'ils avaient eux-mêmes provoquée, ils ont décidé, non pas d'annuler les résolutions votées par l'assemblée, mais simplement de les "assigner à l'oubli". Toutefois, de nombreux femmes et hommes rassemblés à Détroit en 1976 n'étaient pas prêts à les oublier. Devant donc l'inaction des évêques, ils ont décidé de mettre à nouveau, toutes ces questions à l'ordre du jour, l'année suivante. Pour eux, les recommandations votées à Détroit pour la réforme de l'Eglise exigeaient plus que jamais un programme d'action que l'Eglise tout entière devrait adopter et mettre en œuvre.

Et il ne fallait plus fermer les yeux devant des questions aussi vitales que : salaire juste pour toute personne travaillant en milieu ecclésial, transparence des finances de l'Eglise, participation à la sélection des curés et des évêques, élimination de toute forme de sexisme dans l'Eglise, suppression de la discipline du célibat, réintégration dans l'Eglise des prêtres réduits à l'état laïc, pleine réconciliation entre l'Eglise et les divorcés remariés, ordination des femmes, respect des droits des groupes sociaux minoritaires, reconnaissance du pluralisme cultu-

rel dans l'Eglise et dans la société, prise de conscience des forces du marché et de leur potentialité de destruction des êtres humains, débat ouvert et franc sur le contrôle des naissances et l'avortement, condamnation de la vente d'armes aux pays pauvres, élimination totale des armements nucléaires.

Certes les évêques américains avaient

admis l'importance de toutes ces questions, mais ils pensaient qu'il valait mieux les traiter entre eux, plutôt qu'avec les laïcs afin de bien marquer leur rôle pastoral propre. Ne l'entendant pas de cette oreille, les participants à "Call to Action", abandonnés par les évêques, ont dès lors, créé un mou-

vement autonome sous le même nom. Aujourd'hui CTA regroupe essentiellement des laïcs, avec 9% de prêtres et une poignée d'évêques.

Le nombre de participants aux rassemblements de CTA augmente chaque année. En 1995, plus de 4000 personnes ont assisté à sa rencontre annuelle. Et le dernier rassemblement de 1996 a connu un chiffre record : plus de 5000 participants dont 400 jeunes en dessous de 30 ans. En nombre absolu de cotisants, l'association compte 18.000 membres dispersés en de nombreuses filiales à travers plus de la moitié des Etats américains. Fait à remarquer, ce chiffre représente une progression de 25 % depuis le printemps 1996, phénomène que CTA attribue, en partie, à un événement bien précis.

Le 22 mars 1996, Mgr Bruskewitz de Lincoln (Nebraska) a menacé d'excommunication tout catholique de son diocèse qui maintiendrait son adhésion au

*une institution capable
de "produire" un
évêque aussi peu
pastoral, n'a-t-elle pas
grand besoin d'être
réformée ?*

CTA au-delà du 15 mai. Aux yeux de cet évêque, la foi catholique était incompatible avec le type de réformes soutenues par le mouvement. Mais certains membres du CTA, diocésains de Mgr Bruskewitz, estimaient que l'évêque avait dépassé son autorité. Ils se sont donc rendus à Détroit en novembre dernier pour dire que l'ultimatum épiscopal les avait plutôt confirmés dans leur décision de rester membres de CTA et ainsi pouvoir travailler en partenariat avec de nombreux femmes et hommes pour faire grandir le mouvement. Pour eux, l'action de l'évêque montrait bien l'urgence d'un tel travail : une institution capable de "produire" un évêque aussi peu pastoral, n'a-t-elle pas grand besoin d'être réformée ?

Pour sa part, il semble bien que Mgr Bruskewitz n'avait pas bien mesuré toutes les répercussions possibles de sa décision. Dès qu'ils ont eu connaissance de la menace de l'évêque, les médias en ont fait largement état -ce qui a entraîné pour CTA une renommée aussi large qu'inattendue. En l'espace de quelques mois, CTA est devenu le mouvement de réforme le plus important aux Etats-Unis. De plus -et c'est significatif- le mouvement a suscité des réactions vigoureuses (des "back-lash") de la part des catholiques américains conservateurs. En grandissant, CTA s'est fait donc aussi des ennemis.

CTA rencontre des résistances

Pour la première fois dans son histoire, CTA a provoqué, en 1996, un rassemblement de traditionalistes contre lui. Mère Angelica, fondatrice du réseau religieux conservateur le plus important aux Etats-Unis "La Parole éternelle", a convoqué une rencontre parallèle à Détroit -au moment

même où CTA tenait ses propres assises. Pour "protéger l'Eglise contre le venin de ces hérétiques", la religieuse a rallié 2000 de ses partisans autour du thème "Appel à la sainteté". De leur côté, les participants à CTA sont restés imperturbables. Ils ont même invité Mère Angélica et ses amis à venir dialoguer avec eux, invitation évidemment déclinée.

Ce qui frappe l'observateur de CTA, c'est la détermination d'aider l'Eglise à entreprendre des réformes indispensables pour que son message soit efficace dans le monde actuel. Lucker, évêque de New Ulm, Minnesota, et conférencier au forum, a défendu le mouvement en disant : "Regardez ces femmes et ces hommes. Ils ne sont pas des farfelus cherchant à détruire l'Eglise. Ils l'aiment, plutôt. Et ils travaillent pour qu'elle soit meilleure. C'est pourquoi ils sont là. Ce qu'ils font est indispensable, même si cela fait grincer quelques dents du côté de l'épiscopat.

Ce jugement résume bien la raison d'être de CTA. En effet, les membres de CTA se révèlent sereins et compétents dans leur démarche pragmatique. Ils ne revendiquent rien ; ils n'attendent pas que l'institution se réforme d'en haut. Ils décident par eux-mêmes de ce qu'ils estiment être l'action à laquelle ils sont appelés par les exigences de l'Evangile. En cela, il est bien possible que le cardinal archevêque de Berlin serait d'accord avec CTA. Ce dernier aurait dit en privé que lorsqu'une exigence évangélique est en jeu et se heurte à des règlements romains : "ne demandez pas, faites"¹. C'est là le credo même de CTA pour qui il est temps, pour l'ensemble des fidèles, de prendre en charge leur Eglise.

D.S.

1. Thomas Seiterisch-Kreuzkamp, "Après l'assemblée générale de Wir sind Kirche", Bulletin "Droits et Libertés dans les Eglises", n°33, 4e trim. 1996, p. 5

Un mouvement qui se structure

Au début, CTA n'était rien d'autre qu'un simple groupe de femmes et d'hommes constitués en simple association. Mais son succès a été assuré, non seulement en raison des causes qu'il a épousées, mais aussi de la souplesse qu'il a adoptée à l'égard d'autres associations travaillant dans le même sens. Dès le départ, CTA a invité tout groupe qui le voulait à venir à ses assises annuelles afin d'échanger et de s'encourager mutuellement. L'adhésion à CTA n'était pas une condition préalable. Toutefois, durant les années 1990, CTA a décidé de créer des liens plus étroits avec les nombreux groupes qui participaient ponctuellement à ses activités. Dans cet esprit, il a fondé le réseau COR ou "Coalition d'organisations catholiques pour le renouvellement de l'Eglise". La formule a prévu, à la fois, une collaboration aux actions concertées, précises de CTA, et une autonomie de chaque groupe du réseau afin de respecter sa sensibilité propre.

Aujourd'hui, le réseau national et international de COR compte plus de 35 associations. Grâce à lui, ces dernières participent non seulement aux rencontres de CTA chaque novembre, mais aussi aux diverses activités du mouvement durant le reste de l'année. CTA donne des nou-

velles des groupes COR dans ses publications et invite ces mêmes groupes à s'associer à ses différents projets, comme une présence contestataire conjointe lors de la visite du pape à Denver en 1993. De leur côté, les associations COR accueillent la collaboration de CTA dans leurs actions particulières là où est souhaité un impact important.

Cette souplesse a permis au mouvement CTA d'avoir un rayonnement moral bien au-delà de ses propres cotisants. Cette souplesse rend également possible la collaboration de nouveaux groupes avec CTA. En effet, cette approche engendre même un certain œcuménisme de fait : ne craignant plus de perdre leur caractère propre, certains protestants voient la possibilité, par le biais de CTA, d'entrer en dialogue, aujourd'hui, avec leurs sœurs et frères catholiques.

En novembre 1993, la structure CTA/COR a été mise en question par les responsables des deux côtés. On a discuté l'intérêt de revoir le statut de COR afin d'assurer un lien encore plus étroit avec CTA. Ce projet a été finalement rejeté. On a compris l'importance de rester souple, de maintenir un type de structure où les différentes associations du réseau pouvaient promouvoir une action particulière sans être dans l'obligation de consulter l'ensemble. Ainsi, pouvait-on ré-

dossier

pondre rapidement aux situations locales.

Ce fut donc la structure "partenariale"

et non pas intégrale qui a été préconisée : CTA et COR, à la fois autonomes et unis au tournant de leur histoire.

COR

A titre d'exemple, quelques associations faisant partie du réseau COR sont indiquées ci-dessous :

DIGNITE

Barry Goodinson, Exec. Dir.
1500 Massachusetts Ave. NW
Suite 11
Washington, DC 20005
Tél : 202-861-0017

Kevin Calegari
P.O. Box 471465
San Francisco, CA 94147
Tél : 415-923-9358

**FRIENDS OF VATICAN III
CHURCH AND DEMOCRACY**
Dennis J. Fitzpatrick
3342 S. Sandhill Rd. 9-444
Las Vegas, NV 89121-3455

NETWORK

Kathy Thornton RSM
806 Rhode Island, NE
Washington, DC 20018
Tél : 202-526-4070

**RENWAL COORDINATING
COMMUNITY**
John Hyland
501 Emerson Ave.
Baldwin, NY 11510

QUIXOTE CENTER
Dolly Pomerleau
P.O. Box 5206
Hyattsville, MD 20782
Tél : 301-699-0042
Tél : 702-737-0142

CORPUS

Anthony Padovano
9 Millstone Dr.
Morris Plains
New Jersey 01950
Tél : 201-53987332

**WOMEN'S ORDINATION
CONFERENCE**
Andrea M. Johnson
P.O. Box 2693
Fairfax, Virginia 22031-0693
Tél : 703-352-1006

ARCC

Mary Louise Harlman
P.O. Box 912
Delran, NJ 08975
Tél : 609-46189



WE
are the church
what if we meant what we said?

Groundwork, membre actif du Réseau CAT

Groundwork, membre du réseau associatif COR de "Call to Action", est un groupe de pression ou "lobby" qui a pour but la lutte contre l'injustice sociale. Fondé il y a 20 ans par 21 congrégations religieuses dans l'Etat de Michigan, Groundwork s'associe volontiers aux projets de réforme du CTA.

La charte qu'on peut lire dans son mensuel dit clairement l'idéal qui a motivé tant de religieuses à s'engager dans une telle entreprise, en mettant à la disposition du lobby le personnel et l'argent nécessaires pour sa bonne marche :

"Groundwork pour un monde juste" est une association dont les participantes travaillent étroitement les unes avec les autres pour que le règne de Dieu vienne dans notre monde présent. Elle a été fondée en septembre 1976 avec l'aide et l'encouragement de la Conférence des Supérieures Majeures (LCWR), Région VII.

Actuellement, "Groundwork pour un monde juste" comprend des congrégations religieuses, des paroisses, des comités de service chrétien aussi bien que divers groupes et individus. Ensemble, nous essayons de donner une expression concrète à notre foi, prière et action en les intégrant à nos efforts pour la justice et la paix".

Les articles et rapports du journal "Groundwork" renvoient sans cesse à cet idéal. Parfois aussi, il publie des lettres qui reflètent la sensibilité particulière de son auteur en même temps que les valeurs évangéliques qui inspirent le journal. Le texte qui suit fait écho à l'un des crimes les plus pervers, à savoir le viol froid et systématique pratiqué par les soldats serbes sur les femmes lors de la campagne de "purification ethnique" en Bosnie.

Lettre à Marie, mère de Jésus

Chère Marie,

Depuis quelque temps, je me demande comment je me sentirais si je pouvais m'asseoir à côté de toi et échanger quelques mots. J'essaie d'imaginer ce qu'une femme comme toi, à partir de ta vie et de ta vision, doit sentir et penser. A vrai dire, ma tête est surtout pleine de questions. Tu vois, Marie, les réponses qu'on a données à mes questions dans le passé ne vont plus. C'est une épreuve pour moi. Je me demande : "Suis-je troublée parce que ma foi n'est plus aussi forte qu'autrefois ou parce qu'elle est plus mûre aujourd'hui ? Est-ce parce que je commence à avoir confiance en moi, en ce que je sais par moi-même ? Pourquoi, en dépit de l'obscurité, je vois plus clairement que jamais ?

Quelque chose en moi me dit qu'il n'est vraiment pas nécessaire de t'expliquer pourquoi tant de questions surgissent en moi. Si je les exprime, c'est parce que j'en ai besoin. Tout ce que j'entends dire sur mes sœurs en Bosnie pèse lourdement sur mon cœur et mon esprit. J'ai du mal à imaginer l'immense épouvante et douleur qu'elles ont connues. Et puis, du fond de moi-même remonte une question futile parce que sans réponse : "Pourquoi, Marie ? Qu'est-ce que tu dirais à ces femmes ?"

Ces femmes musulmanes, mes sœurs, osent-elles se tourner vers toi pour te toucher ? Toi, protégée de la corruption de notre nature, comme on nous l'avait appris, aurais-tu pu connaître une nuit aussi impénétrable ? Aurais-tu pu connaître l'angoisse, voire la haine qui les assaillent jusqu'en leurs entrailles en attente d'une vie impossible à accueillir ?

Comment osons-nous employer une formule aussi stérile que privée d'espoir pour désigner un acte si vil et haineux, à savoir celle de la "purification ethnique" ? Tu sais mieux que moi comment, depuis l'aube de l'humanité, la violence a tissé la vie des femmes. Ce fil-là ne connaît aucune frontière culturelle, économique ou sociale. C'est ce fil solidement noué depuis toujours qui maintient les femmes dans leur infériorité. Pardonne-moi, Marie, mais il faut que je sache : "As-tu connu quelque chose de la douleur dont je parle ?"

Ceux qui sont contents avec un tel ordre des choses, osant l'appeler "divin", aimeraient marquer la différence qui te sépare de nous, qui nous sépare les unes des autres. Parfois, Marie, j'ose faire un rêve : quelle force sainte jaillirait et quelles puissances tomberaient, si nous pouvions réaliser une véritable

dossier

solidarité entre nous. Si seulement, les femmes pouvaient entendre de nouveau ton cri révolutionnaire et le revendiquer pour elles-mêmes, tel que tu l'avais réellement exprimé -et non pas comme on nous l'avait appris !

L'esprit de la femme trouve en Dieu sa joie ; de tous les âges elle sera bénie
Le bras inébranlable de Dieu est levé. Les orgueilleux sont confondus jusqu'à leurs intimes pensées. Le trône du grand est renversé, le petit est mis debout. Ceux et celles qui ont faim et soif sont comblés, mais les riches, pleins d'eux-mêmes, restent vides.

Je t'embrasse très fort,

Connie

A la conférence "Call to Action" de novembre 1995 à Chicago, Anthony Padovano, dans un exposé sur l'histoire du système romain, traduit par Denise Peeters, définissait celui-ci comme étant bâti autour de 7 points-clés : "Changer l'un d'entre eux déstabiliserait les autres. C'est pourquoi les partisans du système romain résistent si farouchement à tout changement", disait-il alors. Voici ces sept points-clés :

Le système romain est **centralisé** : il résiste à toute tentative de collégialité.

Il est **légaliste** : la loi est plus importante que la vie de l'Eglise et le "sensus fidelium".

Il est **cléricalisé** : il demande une mystique de l'obéissance qui fait que le clerc est totalement défini par le système et qu'une vie en dehors de ce système n'est pas admise.

Il est **célibataire** : le poids de la papauté se fait sentir à partir du moment où le célibat est rendu obligatoire. Non seulement le célibat, mais toute vie sexuelle est contrôlée, afin que le système fonctionne correctement.

Le système romain est **mâle** (masculin) : les femmes font l'objet d'une peur intense. Les relations de travail ou de collaboration avec elles sont rendues très difficiles.

Le système romain est **belliqueux** et **dogmatique** : si les Croisades et l'Inquisition n'existent plus aujourd'hui, il y a d'autres formes de harcèlement et d'intimidation dans l'institution actuelle.

Le système romain est **infaillible** : l'infaillibilité attribuée autrefois à l'Esprit-Saint est maintenant déferée au pape ; il peut juger chacun et ne peut être jugé par personne. C'est un climat malsain pour le pape comme pour l'Eglise.

Catholiques pour la liberté de choix (CFFC)

Le forum annuel de "Call to Action" permet aux divers groupes de son réseau COR de se faire connaître et de faire connaître les causes qu'ils soutiennent. L'une de ces associations est celle de "Catholiques pour la liberté de choix". Les personnes présentes au forum ne pouvaient vraiment rester indifférentes envers un problème soulevé récemment par cette association. On a appris, avec un certain choc, que le Vatican a été à l'origine du problème évoqué par le CFFC.

Depuis novembre 1996, l'association a lancé une campagne de lettres concernant la décision récente du Vatican de suspendre sa contribution symbolique de \$ 2000 à l'organisation des Nations-Unies pour les enfants, Unicef. Le 14 novembre 1996, la présidente de l'association CFFC, Frances Kissling, a écrit aux cotisants et à des personnes sympathisantes pour leur faire part du motif de la décision romaine, à savoir le refus du Vatican de contribuer financièrement à la distribution des moyens contraceptifs et de l'information concernant l'avortement telle que le fait l'Unicef.

Mme Kissling écrit : "A nos yeux, cette décision est bornée et cruelle vis-à-vis des enfants nécessiteux à qui l'Unicef apporte de l'aide. Ainsi, le Vatican cherche

à exercer une pression sur l'organisation mondiale pour que celle-ci mette sa pratique en conformité avec la doctrine de l'Eglise catholique. En principe, CFFC ne donne pas d'argent, mais nous connaissons, comme le Vatican, l'importance des gestes symboliques. Nous avons donc envoyé un chèque de \$ 2000 à l'Unicef pour protester contre cette décision inadmissible.

Nous demandons à nos amis et amies et à tous nos collègues de se joindre à nous et à d'autres dans le monde, pour écrire leurs objections au Vatican ; pour envoyer aussi une lettre de soutien à l'Unicef pour son travail indispensable auprès des enfants en grand besoin. Nous vous encourageons, en plus, à envoyer une contribution symbolique de \$ 2, \$ 20 ou une autre somme à l'organisation mondiale.



dossier

Vous pourriez également écrire à l'éditeur de votre journal local et manifester votre désaccord auprès de la radio ou télévision régionale.

Lettre au Vatican :

Mgr Renato R. Martino
Observateur permanent du Saint Siège
auprès des Nations-Unies
25 E. 39th street
New York, NY 10016-0903
USA
(Fax 212/370-0622)

Lettre de soutien et/ou de contributions :

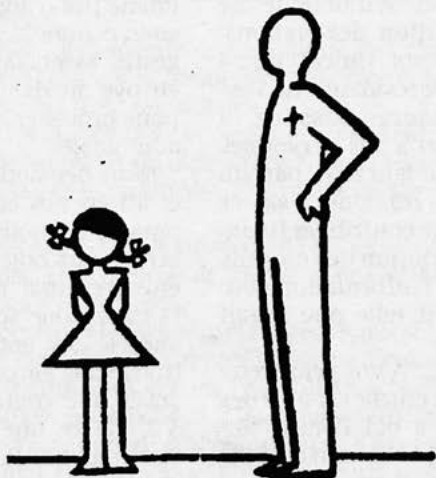
Carol Bellamy, Directrice générale
UNICEF Headquarters
UNICEF House, 3 UN Plaza
New York, NY, 10017
USA

La CFFC serait très intéressée de recevoir une copie de vos lettres. Vous pourriez les envoyer par courrier, par fax ou par E-mail. Dites-nous aussi, quelle action vous avez entreprise et quels résultats ou réponses vous avez eus. Nous vous remercions d'avance pour votre participation à cette campagne importante et urgente.

Lettre au CFFC :

Frances Kissling, Présidente CFFC
4336 U Street, NW, Suite 301
Washington, DC 20009-3997
USA

Fax : 202/332-7995
(E-mail : [cffc @ igc.apc.org](mailto:cffc@igc.apc.org).)



**Moi, aussi, quand je serai grande
je serai curette**

Il n'y a pas de langage innocent

Le piège du langage androcentrique

Depuis longtemps, le mouvement "Call to Action" soulève un point de réforme ecclésiale qui lui semble de plus en plus urgent, à savoir la question de langage. Le CTA prétend que le langage employé dans l'Eglise n'est pas innocent, c'est-à-dire que le recours à une terminologie largement androcentrique exclut du fait même, les femmes d'une pleine participation dans l'Eglise.

Fortes de cette conviction, les responsables du dernier forum ont fait un grand effort pour éviter le piège du langage dans tous les domaines et à tous les niveaux des manifestations projetées. Délibérément, on a employé, sans relâche, une terminologie explicitement inclusive des femmes, espérant ainsi réaliser concrètement la dimension partenariale du CTA.

Toutefois, il fallait rester vigilant. Inconsciemment, les attitudes discriminatoires se réintroduisent subrepticement dans le discours, faute d'attention. Les habitudes linguistiques remontent de très loin. En effet, certaines formules de politesse laissent passer totalement inaperçu l'androcentrisme qu'elles véhiculent. En tenant compte de l'inattention portée au discours quotidien, les 5000

participants à la liturgie du dernier jour du forum ont voulu faire de la célébration, un moment fort de l'idéal du partenariat présent implicitement dans le thème choisi cette année: "Nous sommes l'Eglise".

Le CTA n'avait pas toujours conscience du caractère aliénant du langage androcentrique. C'est grâce à certains groupes appartenant à son réseau associatif, notamment le groupe "Women's Ordination Conference" ou WOC "Conférence pour l'ordination des femmes", qu'il a évolué dans sa perception du problème. D'une manière systématique, WOC cherche à démontrer ce qui n'est pas nécessairement évident pour tout le monde: le langage androcentrique de l'Eglise contribue à la position négative des autorités à l'égard de l'ordination des femmes.

Aujourd'hui, WOC peut se féliciter de voir que ses efforts dans ce domaine commencent à porter leurs fruits. Par exemple, le "Comité de la Conférence épiscopale américaine sur la Liturgie" dit ouvertement maintenant qu'il n'est plus possible de rester indifférent aux arguments en faveur du langage inclusif.

Une acquisition lente mais irréversible

Le combat actuel des groupes de réfor-

mes et les rebondissements positifs sur un nombre croissant d'évêques américains représentent donc une évolution lente mais irréversible. "Call to Action" et son réseau aident à faire mûrir la compréhension des enjeux qui se cachent derrière la question du langage - d'où leur volonté de diffuser les plus récentes analyses à ce sujet¹.

En particulier, on essaie de comprendre pourquoi les résistances aux changements sont si farouches concernant un langage manifestement androcentrique. La raison la plus souvent citée est la paresse : pourquoi se mobiliser pour une question pareille ? En fait, cette attitude renvoie à un problème de fond, à savoir le fait qu'au plus intime de notre être, demeure une sorte de "croyance viscérale" selon laquelle la Nature a doué les hommes d'une supériorité naturelle par rapport aux femmes. En particulier, cette "croyance" se manifeste à travers l'un des "réflexes sociaux" les plus répandus et anciens des sociétés humaines : la tendance à hiérarchiser les sexes, tendance à laquelle participent beaucoup de femmes, même si par ailleurs, ce sont toujours elles qui en font les frais.

Ce qui devient de plus en plus clair, c'est que le fond du problème est anthropologique. En même temps, cette découverte ne doit pas servir d'alibi pour dire que les hommes et les femmes sont inexorablement enfermés dans une relation dissymétrique. Ils peuvent modifier leur comportement grâce à leur liberté, à condition, toutefois, qu'ils soient éveillés au fait que la réforme du langage androcentrique est parmi les plus importantes

à entreprendre dans l'Eglise.

Les études faites dans ce domaine par WOC et d'autres groupes du réseau "Call to Action", montrent que la nature des difficultés rencontrées est multiple. Nous pouvons résumer rapidement ici cinq types d'objections souvent évoquées².

1 - C'est un simple problème de vocabulaire

Les adversaires de la réforme du langage pensent que c'est un simple problème de vocabulaire : n'est-il pas évident pour tout le monde que les femmes sont incluses dans le mot générique "Homme" ? Cependant, déjà en 1990, les évêques américains ont réfléchi sur cette "évidence". Dans leur texte : *Inclusive Language in Liturgy : Scriptural Texts* (Langage inclusif dans la liturgie : textes bibliques) ils disent que le problème du langage dépasse largement celui du sexisme. Ils notent, par exemple que la dignité humaine est constamment atteinte par des mots qui réduisent l'individu à un seul aspect de sa personne : sexe, religion, âge, handicap physique ou mental, etc. On est alors "classé", aliéné. "Le langage inclusif, rappellent les évêques, vise à respecter l'être humain dans son intégralité".

2 - C'est une mode qui ne durera pas

Les opposant au langage inclusif prétendent que le problème est une invention des féministes : celles-ci cherchent à exploiter leur artifice jusqu'à l'épuisement pour passer ensuite à un autre. Mais, au plan de l'histoire, cette objection

1. En juin 1996 CAT a publié un article important : *Women in the Bible and the Lectionary* (Les femmes dans la Bible et dans le lectionnaire) par Ruth Fox. CAT, "Spiritualité/Justice Reprint, 4419 N. Kedzie, Chicago IL 60625, USA
2. Ces cinq points sont inspirés par l'article de Ronald Witherup, SS, *Inclusive language. Dispelling the myths* (Le langage inclusif : réfutation des mythes), St Anthony Messenger Press, juillet 1996, 1615 Republic St. Incanti, OH 45210, USA

ne tient pas. Bien longtemps avant les féministes, les linguistes ont reconnu l'ambiguïté inhérente à l'usage du mot "Homme" pour désigner les deux sexes. Déjà, en Angleterre, au 14^e siècle, on a essayé, sans succès, de faire accepter à sa place le terme "human being" (être humain).

3 - Le langage inclusif trahit la Bible

Ceux qui adhèrent à cette position prétendent que les efforts faits pour inclure les femmes explicitement dans les lectures bibliques de la liturgie, sont une trahison de l'Écriture. En fait, c'est l'inverse qui est vrai. Les premières traductions de la Bible en langues modernes se sont contentées du mot "Homme", sans tenir compte du fait que les anciennes langues -hébreu, grec et latin- n'avaient pas leur équivalent de l'usage moderne du mot "Homme" où le seul terme masculin prétend couvrir les deux sexes. C'est pourquoi de nombreux exégètes pensent que les mots inclusifs (personne, peuple, famille humaine...) respectent davantage le sens du texte biblique.

4 - On met en danger la foi catholique

Parfois, on qualifie de "diabolique" le langage inclusif, comme si l'effort de nommer spécifiquement les femmes dans la liturgie mettait en danger la foi elle-même. S'il est évident qu'il faut respecter la forme masculine traditionnelle pour Dieu (Père, Fils...), rien n'empêche d'être attentif aux femmes dans les assemblées : la salutation "Frères et sœurs" ne soulève tout de même pas un problème dogmatique !

5 - C'est faire beaucoup de bruit pour

rien

L'argument le plus insidieux prétend que la question est sans importance, que c'est indifférent qu'on dise "Homme" ou "hommes et femmes". C'est une opinion qui refuse de reconnaître le pouvoir du langage. Ce n'est pas indifférent, par exemple, que le *Lectionnaire révisé* de l'Église catholique ait éliminé ou rendu facultatifs beaucoup de textes bibliques concernant les femmes. Quelques exemples doivent suffire pour montrer qu'un problème existe.

Le "Magnificat" de Marie n'est jamais lu le dimanche. Le récit pascal sur Jésus et Marie Madeleine passe sous silence la mission que celle-ci a reçue : "Va trouver mes frères et dis-leur : Je monte vers mon Père et votre Père..." (Jn 20,17). Les versets sur la prophétesse Anne pour la liturgie du 2 février sont facultatifs. La liturgie du samedi de la 31^e semaine en temps ordinaire commence avec le verset 3 de Rom. 16, éliminant effectivement les deux premiers versets concernant Phœbé, "Diaconesse" de l'Église de Cenchrées (Rom. 16,1-2).

Une analyse même rapide de ces cinq points fait comprendre pourquoi Mgr Trautman¹ dit sans ambages : "S'adresser aux femmes en termes exclusivement masculins, c'est nier l'identité de celles-ci. Le refus de les nommer explicitement dans la liturgie les exclut de leur pleine participation et diminue l'Église elle-même". Pour cet évêque, comme pour "Call to Action" et son réseau d'associations, le problème du langage androcentrique ne va pas disparaître spontanément. Qu'on soit alors attentif à l'éveil qui commence à se manifester dans l'Église au tournant de son histoire.

1. Conférence de Mgr Donald Trautman, président du Comité épiscopal américain sur la liturgie, St Louis, octobre 7, 1994

Lettre pastorale de "Call to Action" ¹

Le 25e anniversaire du document historique de Vatican II, "L'Eglise dans le monde de ce temps" (Gaudium et Spes) fut célébré en 1990. Sans hésitation, ce document a tourné le visage de l'Eglise vers le monde et a défini son programme en termes de service à la communauté humaine tout entière. Il a souligné l'importance pour les laïcs de tenir compte des valeurs chrétiennes dans le dialogue que la société entreprend là où se posent des questions d'urgence : famille, emploi, politique...

Aujourd'hui, ces questions s'élargissent pour en inclure d'autres : environnement, pauvreté croissante dans un monde de richesse mal partagée, désespoir manifesté par la drogue, avancées scientifiques qui imposent des choix nouveaux sans le souci de les accompagner par des normes éthiques adéquates, tentation de limiter la recherche des solutions aux conflits à l'intérieur de chaque pays, au moment où la violence est potentiellement capable de parvenir à la destruction même de la planète.

L'Eglise doit encourager les croyants à dialoguer ouvertement sur ces questions. Malheureusement, elle est, elle-même, toujours handicapée par son refus de regarder les problèmes de justice sociale qui existent en son sein. C'est ainsi qu'elle est devenue une pierre d'achoppement pour ses propres membres et pour la société.

Nous demandons donc à l'Eglise institutionnelle de réformer et de renouveler ses propres structures. Nous faisons appel aussi au peuple de Dieu pour témoigner de l'Esprit qui demeure en lui et chercher comment servir Dieu au cœur du monde.

Notre appel à la réforme touche beaucoup de domaines de la vie d'Eglise :

- Nous voyons comment les femmes connaissent l'oppression, la violence et l'inégalité. Et pourtant, "l'Eglise dans le monde de ce temps" de Vatican II exprime son respect pour les droits fondamentaux de toute personne et affirme que "toute forme de discrimination doit être surmontée et éliminée comme étant

1. "Call to Action" a fait paraître cette lettre pastorale, signée par 4505 personnes dans le journal *New York Times*, Mercredi des Cendres 1990. CAT continue à la diffuser régulièrement pour que tout le monde, laïcs, laïques, religieux, religieuses et clergé, puissent promouvoir ensemble la paix, la justice et l'amour dans notre monde, dans notre Eglise et en nous-mêmes selon l'esprit de Vatican II qui avait inspiré la première conférence de "Call to Action" en 1976.

contraire aux intentions de Dieu”.

Nous demandons aux responsables de l'Eglise d'intégrer les femmes à tous les niveaux du ministère et des instances de décision.

- Nous voyons beaucoup de catholiques privés de la vie sacramentelle de l'Eglise en raison de la pénurie de prêtres. En particulier, nous constatons que beaucoup de catholiques n'ont pas d'accès régulier à la célébration eucharistique qui est au centre de notre vie liturgique et spirituelle.

Nous demandons à l'Eglise de supprimer la discipline médiévale du célibat obligatoire pour les prêtres et d'ouvrir le presbytérat aux hommes mariés et aux femmes et d'y réintégrer les prêtres exclus, pour que l'eucharistie continue à être le centre de la vie spirituelle de tous.

- Nous constatons très peu d'exemples où les responsables de l'Eglise permettent au peuple de Dieu de participer aux décisions qui affectent leur vie. Et pourtant, en 1970, Karol Wojtyła, devenu le pape Jean-Paul II, a écrit dans son livre *The Acting Person* (La personne qui agit): "toute communauté authentique est fondée sur le principe de la participation... (sa structure) n'est juste que si elle accueille en son sein ce qui est requis par le bien commun et le droit de participation, à savoir l'opposition pratique efficace".

De même que les évêques américains ont encouragé une large participation dans le développement de leur enseignement sur la justice sociale en vue de leurs lettres pastorales sur la paix et la justice économique, de même nous demandons que le peuple catholique soit invité à participer au développement de l'enseignement de l'Eglise sur la sexua-

lité humaine.

- Nous voyons comment le pape et la Curie romaine sélectionnent les évêques partout dans le monde sans aucune consultation auprès des Eglises locales. En même temps, la Déclaration de Cologne de 1989, soutenue par des centaines de théologiens de beaucoup de pays, a affirmé que "la procédure de nomination ne relève pas d'un quelconque choix du pape".

Nous revendiquons notre responsabilité, en tant que laïcs, religieux et clergé engagés, de participer au choix de nos évêques en conformité avec une longue tradition dans l'Eglise.

- Nous voyons des groupes marginalisés dans notre Eglise pour des raisons de race et d'identité ethnique.

Nous demandons aux responsables de l'Eglise d'accélérer le processus d'inculturation des peuples divers grâce à la création de nouvelles formes de liturgie, de langage et de leadership tirées de la culture indigène des peuples.

- Nous voyons comment est condamnée toute opposition constructive, comment sont réduits au silence les théologiens en leur imposant des serments de loyauté et d'obéissance aveugle.

Nous exigeons le droit au dialogue ouvert, la liberté de recherche et la possibilité de se défendre devant les instances dûment reconnues.

- Nous constatons que les affaires financières de l'Eglise sont conduites en secret par les responsables ecclésiaux sans qu'ils se sentent obligés d'en rendre compte au peuple.

Nous demandons que l'Eglise devienne un modèle de transparence financière à tous les niveaux, y compris celui

du Vatican.

• Nous voyons comment les responsables de notre Eglise freinent le mouvement vers l'unité de l'Eglise du Christ, même si de nombreux croyants de toute confession participent déjà aux expériences œcuméniquement ouvertes au niveau local.

Nous demandons aux responsables de l'Eglise d'abandonner leur résistance aux différences qui continuent à séparer les chrétiens et de donner une expression concrète aux nombreuses recherches positives concernant l'unité.

• Nous voyons comment le Vatican accorde peu d'importance aux conférences épiscopales nationales.

Nous approuvons le style de collégialité et de collaboration¹ qui a marqué, dans le passé, la Conférence nationale des Evêques catholiques des Etats-Unis et nous lançons un appel à l'Eglise universelle pour qu'elle retrouve cet exercice traditionnel et efficace du leadership ecclésial.

• Nous voyons la douleur de nombreux peuples devant la fermeture de leurs paroisses et écoles partout aux Etats-Unis.

Nous exigeons la mise en place des procédures qui permettent à toute per-

sonne affectée par ces mesures d'être consultée et de participer aux décisions prises.

• Nous voyons beaucoup de jeunes adultes et d'enfants des familles catholiques qui hésitent à entrer dans une Eglise qu'ils considèrent comme autoritaire et hypocrite.

Nous demandons des changements fondamentaux pour que les jeunes puissent voir et entendre le Dieu vivant dans et à travers l'Eglise comme une communauté "participative" de croyants qui font ce qu'ils prêchent.

Le Concile de Vatican II a clarifié la mission de "l'Eglise dans le monde de ce temps" comme un signe de l'œuvre salvatrice de Dieu et servante de la communauté humaine tout entière. Le monde est secoué par des problèmes terrifiants : dangers écologiques, pauvreté et injustice, conflits et violence. Pour qu'elle soit un signe plus clair et une servante toujours plus fidèle de la famille universelle de Dieu, notre Eglise doit entreprendre la réforme de ses propres structures. Nous faisons appel à tous et toutes dans notre Eglise, pour mettre en œuvre leur imagination et créativité en tant que co-responsables et co-disciples

1. Au cours des années 70-80, les évêques américains ont pris l'habitude de faire une large consultation auprès de la base pour rédiger leurs lettres pastorales. Cette forme de leadership a été marquée par une collégialité entre évêques, une autonomie vis-à-vis de Rome et une reconnaissance efficace du peuple de Dieu. Les fortes objections de Rome ont mis fin à ce style moderne de leadership ecclésial.

Entretien avec le Dr Carmel McEnroy, rsm

Dr Carmel McEnroy, l'une des invitées au congrès de "Call to Action", a pris comme thème de sa conférence le titre de son nouveau livre : *Invitées dans leur propre maison*. Le sens de ce titre s'est clarifié pendant un entretien avec elle.

FHE : Parlez un peu de vous-même, Dr Carmel. Qui êtes-vous ?

Carmel : Je suis membre de la congrégation des "Sœurs de la Miséricorde", docteur en théologie et, pendant 14 ans, jusqu'au 26 avril 1995, professeur de théologie dogmatique à la Faculté de théologie de Saint Meinrad, Indiana.

FHE : Vous dites "... jusqu'au 26 avril 1995". Vous n'avez donc pas terminé l'année académique à St Meinrad ? Pourquoi ?

Carmel : J'ai été renvoyée par la Faculté de théologie pour avoir signé, avec plusieurs centaines de personnes, une lettre ouverte à Jean-Paul II, parue dans le journal *National Catholic Reporter*, le 4 novembre 1994. Dans cette lettre, nous avons demandé au pape de maintenir ouvert le dossier sur la question de l'ordination des femmes dans l'Eglise catholique en dépit de son refus catégorique dans la lettre apostolique, *Ordinatio Sacerdotalis*, le 30 mai 1994.

FHE : Il est difficile de comprendre comment votre signature a pu provoquer des conséquences si graves pour vous au

plan professionnel.

Carmel : J'essaie moi-même de le comprendre, d'autant plus que d'autres professeurs de théologie, dans d'autres facultés, ont signé cette même lettre en toute impunité. Finalement, j'ai signé la lettre en tant que citoyenne privée, c'est-à-dire sans aucune référence ni à mon appartenance à une congrégation religieuse, ni à l'école de théologie où j'enseignais.

FHE : Quelle a été alors l'accusation précise contre vous et qui l'avait faite ? Est-ce que vous avez eu d'autres difficultés dans le passé avec la Faculté ?

Carmel : L'accusation a été formulée dans la lettre de renvoi que j'ai reçue de la part de Mgr Timothy Sweeney, prieur de l'abbaye de Saint Meinrad à laquelle est rattachée la Faculté de théologie. Il m'a dit que *La lettre ouverte à Jean-Paul II* que j'avais signée était une forme de dissentiment public par rapport à l'enseignement solennel du pape selon lequel la question de l'ordination des femmes n'était pas ouverte au débat. C'était la première fois que j'avais un problème avec la Faculté de théologie. Mes relations

avec elle ont été toujours très bonnes. Par deux fois j'ai reçu une lettre du doyen exprimant sa satisfaction à propos de mon travail, la deuxième fois pour m'annoncer mon intégration dans la Faculté comme professeur titulaire.

FHE : Toutefois, vous ne pouvez guère vous défendre, car l'accusation contre vous relevait d'une affaire interne à l'Eglise.

Carmel : Pas uniquement. Il est vrai que la Faculté de Saint Meinrad a comme mission principale la formation de futurs prêtres, mais les diplômes qu'elle accorde sont reconnus par l'Etat. La Faculté a donc une existence publique, ce qui entraîne pour elle un certain nombre de contraintes.

FHE : Voudriez-vous préciser un peu cette dernière idée ?

Carmel : Une contrainte à respecter vient du fait que "l'Association nord-central des Facultés et des Universités" a donné à la Faculté de Saint Meinrad son approbation en 1979. Or, le protocole de cette Association concerne la liberté de recherche des enseignants et a été adopté dans sa totalité par les responsables de la Faculté. C'était très important pour nous, car cela garantissait notre liberté professionnelle. Concrètement, cela voulait dire que Saint Meinrad ne pouvait donc rompre avec un contrat sauf pour des raisons "graves" et seulement en respectant certains critères d'une portée juridique. Par exemple, un professeur ne peut être condamné sans avoir été jugé par un comité mixte de ses pairs et de responsables de l'école.

FHE : Et dans votre cas ? Ces critères ont-ils été respectés ?

Carmel : Nullement. C'est là où le bât blesse. Les autorités de la Faculté ont

constamment insisté sur le fait que mon renvoi ne relevait pas du domaine académique mais de celui de l'Eglise. Mais je n'ai pas signé un contrat avec l'Eglise. J'ai été engagée par une école particulière, formellement reconnue par l'Etat. J'estime que les responsables de Saint Meinrad ont fait une grave entorse à la justice lorsqu'ils ont produit le texte suivant, dit "administratif" :

"Aucun membre de la Faculté ne peut exprimer publiquement son dissentiment par rapport à l'enseignement de l'Eglise. Tout membre du corps enseignant qui le fait, se prive du droit d'être membre de la Faculté. Si un tel dissentiment public a lieu, le séminaire doit agir".

FHE : C'est un texte assez curieux. Du fait qu'il reste au plan de simples généralités, il n'a pas l'air d'être un document très officiel.

Carmel : Justement, l'existence de ce texte, qui a fourni aux autorités religieuses l'argument pour me renvoyer, a été parfaitement ignorée par les enseignants. Le doyen lui-même m'avait dit, en présence d'un autre enseignant, qu'il ne l'avait jamais vu auparavant. Il pensait que le texte a été préparé pour l'occasion par des responsables hauts placés dans le diocèse.

FHE : Vous parlez d'un "autre enseignant". Quelle a été la réaction de vos collègues devant ce qui vous est arrivé ? Admettons l'idée qu'il s'agissait d'une affaire d'Eglise, est-ce que cela veut dire qu'ils n'avaient pas leur mot à dire concernant votre renvoi ?

Carmel : Selon la Constitution de la Faculté de Saint Meinrad, aucun enseignant ne peut être renvoyé avant que son cas ne soit saisi par le "Comité du personnel". Or, ce comité n'a pas été convoqué dans mon cas, car les responsables se sont

couverts justement par le caractère ecclésiastiel de ma "faute". Le président du comité du personnel, en désaccord avec cette analyse, a donné sa démission et a quitté l'école peu de temps après mon départ. La seule femme que j'avais comme collègue, a également mis fin à son contrat.

FHE : Vous avez sûrement apprécié ces actes de partenariat, ces gestes de solidarité qui ont dû coûter beaucoup à vos collègues. Et les responsables de votre propre congrégation, est-ce qu'elles vous ont aussi soutenue ?

Carmel : Totalemment. Ce sont elles qui m'ont conseillé de porter plainte contre la Faculté de théologie, ce qui a beaucoup étonné les autorités de l'école. On n'imaginait pas que les religieuses étaient capables de mettre les ecclésiastiques dans un tel embarras. En fait, mes sœurs m'ont également défendue dans les médias. Dans une lettre ouverte à la presse, ma Provinciale a réfuté l'argument du président-recteur de l'école selon lequel je n'ai pas fait un effort pour trouver une solution à l'amiable. En fait, elle dit à juste titre que mon avocat a attendu 12 mois avant d'entamer un procès contre Saint Meinrad. De plus, elle insiste sur le fait qu'elle-même n'a jamais reçu de réponse aux différentes lettres qu'elle avait écrites aux ecclésiastiques les plus concernés. Et enfin, redisant son étonnement devant la dis-

proportion entre la punition et le "crime", elle m'a rejoint dans ma conviction qu'il n'y avait pas d'autre solution possible que de faire un procès.

FHE : Une dernière question, un peu délicate peut-être : au plus profond de vous-même, pouvez-vous dire ce qui a motivé le comportement des autorités religieuses apparemment bien disposées envers vous avant les "événements" ?

Carmel : Certes, ils avaient peur de Rome, mais plus immédiatement, ils crai-

*On n'imaginait pas
que les religieuses
étaient capables de
mettre les
ecclésiastiques
dans un tel
embarras.*

gnaient les évêques qui probablement hésiteraient à envoyer leurs séminaristes dans une école qui faisait un tel bruit sur elle. Le fait aussi d'être femme a sûrement joué un rôle dans cette affaire. Les autorités religieuses auraient pris plus de précautions avec un collègue masculin, de peur qu'il ne cherche à redresser les choses sur la

place publique. Cela montre qu'en dépit d'une résolution qu'ils ont adoptée officiellement sur la responsabilité urgente de reconnaître "le rôle des femmes dans l'Eglise et dans la société", ces ecclésiastiques, comme la plupart du clergé, ne connaissent pas les femmes et ne savent même pas accueillir celles-ci comme partenaires au plan professionnel.

Propos recueillis par D. Singles

Les femmes, le sida & les hommes

Quand J. Bancal et sa femme se sont mariés, ils souhaitaient une famille avec de nombreux garçons. Ils ont eu 5 fils, dont le 4^e est mort du sida en août 1990 à 26 ans. Ce fut très dur pendant plusieurs années...

Cet homme a connu de près plusieurs autres maladies, comme la tuberculose ou la leucémie, qui aussi faisaient peur et poussaient à l'exclusion. Mais avec le sida, les bêtises entendues étaient encore plus fortes, y compris dans les Églises... et il s'est rapproché de l'association œcuménique *Chrétiens & Sida*¹ qui venait d'être créée.

Le sida et les femmes

En 1996, après plusieurs documents, la commission sociale de l'épiscopat français a publié un livre *Sida, la société en question* qui reste malheureusement insuffisamment connu. On y lit (p. 164) "Si le nombre de décès par suite du sida est à peu près certain, une plus grande incertitude reste pour chiffrer le nombre de séropositifs". En effet, aucun sondage n'a été réalisé, malgré la suggestion du professeur Gentilini dans le chapitre 5 de son dernier livre *Tempérer la douleur du monde*². Le professeur Piot à la conférence de Vancouver (cf. *Le Monde* 9/7/96) précise que le phénomène épidémique est "énorme et en grande partie invisible".

Dans le monde, on estime que les contaminations touchent maintenant légère-

ment plus de femmes que d'hommes. C'était nettement l'inverse, en France, au début de l'épidémie, mais cette dernière évolue rapidement : le sex-ratio était dans notre pays de 6 hommes pour 1 femme parmi les cas de sida déclarés en 1991, alors que 4 ans plus tard, pour les sujets découverts séropositifs, le sex-ratio tourne autour de 3. Aujourd'hui, les deux tiers des femmes contaminées le sont lors de rapports sexuels. En France, 1996 a marqué un tournant avec l'importance des appels de femmes (en particulier, de femmes contaminées) à SIDA-INFO-SERVICE, ☎ 0 800 840 800.

Remaides (déc. 96), le périodique de *Aides/Ille de France*, donne le résultat d'une enquête montrant que les femmes constituent une population défavorisée en matière d'accès aux soins : la proportion de femmes ayant répondu positive-

1. *Chrétiens & Sida*, (30 rue Boucry 75018 Paris, 01.46.07.89.81), né en avril 91, est la plus jeune des associations œcuméniques
2. Ed. Bayard/Centurion, 1996

ment est plus basse que la moyenne des personnes interrogées sur chacun des critères de l'enquête (existence d'un suivi médical, bon niveau d'information, mesure de la charge virale, etc.).

Diversité des femmes atteintes

Ces dernières années, passées à la tête de *Chrétiens & Sida Yvelines*¹, me donnent l'impression que la récente "féminisation" de l'épidémie est mal connue des Français. Les milieux parisiens du sida sont encore trop androcentriques, ce qui nuit à l'efficacité de la prévention. Aujourd'hui, des femmes de tous milieux et tous âges sont atteintes.

Certes, je ne connais pas personnellement des personnes atteintes qui soient aussi âgées que cette octogénaire des USA, contaminée vraisemblablement par son mari mort depuis plusieurs années. Par contre nous connaissons une jeune fille de 15 ans et demi que son grand frère a emmenée dans un hôpital parisien par souci de discrétion. Les journaux ont publié de nombreux articles sur la pédophilie. L'homme qui l'a contaminée a-t-il conscience de ce qu'il a fait ? Les médias passent sous silence les études qui montrent que "plus l'écart d'âge entre les partenaires est grand, plus le risque d'infection est important" (Journal du sida, sur Vancouver 96²), et que les risques sont maximaux lorsque les muqueuses sont fissurées (rupture de l'hymen ou traumatisme de la membrane anale lors d'une sodomie).

Une sportive de haut niveau a été conta-

minée "dès la première fois". A l'annonce de sa séropositivité, elle a été tellement catastrophée qu'elle est devenue méconnaissable, descendant jusqu'à 36 kg et ses parents ne veulent plus la voir. Elle n'a remonté la pente que grâce à une association parisienne où elle consacre une grande partie de son temps à la prévention et à la diffusion du préservatif. Elle a ainsi repris "figure humaine", bien que contaminée depuis 6 ans, parce qu'elle a su rompre l'isolement.

La mère d'une jeune fille qui préparait un concours difficile, venait de découvrir la séropositivité de celle-ci. Elle n'a pu accepter de parler de sa douleur avec une autre femme dans le même cas ; elle avait trop peur que son secret ne s'ébruite et que sa fille ne soit gênée dans son futur métier. Cet énorme poids du silence me rappelle Eric, un ami instituteur décédé cet été, qui m'avait donné, il y a deux ans, un poème intitulé *7 ans*, comme le nombre d'années pendant lesquelles il n'avait osé parler de son état à personne, ni à sa famille, ni à ses collègues de travail (qui pourtant l'estimaient beaucoup). Il lançait ce poème comme une bouteille à la mer.

Les personnes atteintes sont souvent seules face à la maladie. Une infirmière africaine, sans doute contaminée professionnellement, s'est aperçue de sa maladie à cause de la santé de son bébé. Elle n'osait même pas en parler au prêtre auquel elle demandait le baptême pour l'enfant, avant qu'il ne meure. Son mari les avait abandonnés, tous deux, à l'annonce de leur séropositivité.

1. Le groupe C & S Yvelines (12 rue de la Porte de Buc 78000 Versailles) dispose d'une écoute téléphonique au 01.39.51.03.66. Il projette de co-organiser à Versailles une journée de réflexion largement ouverte sur le livre *Sida, la société en question* (Ed Bayard/Centurion, 1996)
2. Selon ce journal, la situation à l'étranger, en particulier en Afrique, semble plus grave. Tandis qu'en France, la sérologie VIH volontaire est recommandée pour toutes les femmes enceintes, une étude anglaise montre que seulement 15 % du total des grossesses concernant les mères séropositives sont identifiées en Grande-Bretagne. Partout où des femmes ne sont pas maîtresses de leur corps, allant jusqu'à devoir en faire une ressource pour survivre, la VIH trouve le terrain idéal à sa propagation.

Cette annonce est du reste un révélateur de la qualité de l'amour dans un couple et la compagne d'un de mes voisins, qui s'était jadis drogué, est allée habiter à 300 km de là, avec leur fils de 3 ans. Maintenant, cet homme n'ose pas annoncer sa séropositivité à la jeune femme qu'il fréquente... De même récemment, l'amie d'une de nos adhérentes a été chassée de chez elle par son mari à l'annonce de sa séropositivité et d'une aventure passagère...

Une jeune femme qui vit seule avec sa fille d'une douzaine d'années, n'ose plus fréquenter les rencontres publiques de C & S, car elle a peur qu'on ne fasse des rapprochements et qu'on ne devine sa maladie. C'est au dernier pèlerinage à Lourdes - rassemblement moins "ciblé" - qu'une de nos adhérentes de 46 ans a témoigné de sa maladie devant plusieurs centaines de personnes, dont des polonais qui l'ont chaleureusement applaudie. Ces témoignages sont très efficaces pour la prévention et la lutte contre l'exclusion. Mais ensuite, il faut faire face à la solitude. Le compagnon de cette femme est en effet mort du sida il y a un an et demi... , il n'avait pas osé lui dire qu'il était atteint et, bien que contaminée par lui, elle l'a accompagné jusqu'au bout, en souvenir du grand amour vécu ensemble durant des années.

Le sida et l'évolution des mentalités

Pour lutter efficacement contre cette maladie et ses effets, l'union de toutes les bonnes volontés est nécessaire, qu'on croit au ciel ou qu'on n'y croit pas. Car "l'ère d'une pensée unique sur le sida est close... la seule question du préservatif ou de l'appel incantatoire aux valeurs ne peuvent suffire face à la diversité des personnes, des comportements, des âges, des communau-

Le 8 mars, Journée internationale des femmes. Des femmes atteintes (dont une membre de C & S 78) témoigneront sur FR3.

tés et des États"¹.

Dans le livre *Sida, la société en question*, Mgr Albert Rouet écrit, avec un groupe de médecins, psychanalystes, moralistes et personnes consultées :

- *la raideur des jugements ne prend pas en compte toute la réalité (p. 196)*

- *beaucoup de médecins affirment que le préservatif de qualité fiable est actuellement le seul moyen de prévention. A ce titre, il est nécessaire (p. 191)*

- *penser qu'une généralisation du préservatif enlèvera tous les risques, c'est s'entêter aux conséquences sans examiner les causes et les conditions de l'expansion du sida. La réponse est insuffisante (p. 192).*

Que de chemin parcouru depuis qu'à leur apparition, les moyens "artificiels" de contraception furent condamnés par l'Église catholique, alors que les autres Églises chrétiennes étaient plus pragmatiques ! Mais, à l'époque, une rencontre interreligieuse, comme celle d'Assise chère à Jean-Paul II, était impensable.

D'une façon générale, souhaitons que le sida pousse à la conversion des coeurs pour que nous apprenions à mieux nous écouter les uns les autres, femmes/hommes, catholiques/autres chrétiens/agnostiques, malades/biens portants, etc. Alors chacun prendra conscience du vrai visage de cette pandémie et les démarches éducatives de prévention gagneront en efficacité.

Apprendre à se parler ne se fait pas en un jour !

Jacques Bancal

1. *Croire aujourd'hui*, décembre 1996

Oser la réconciliation

"Oser la réconciliation", tel fut le titre d'un colloque oecuménique qui s'est tenu à Namur (Belgique) en septembre 1996, dans la perspective du Rassemblement de Graz (Autriche) prévu en juin 1997 "La réconciliation, don de Dieu, source de vie nouvelle". Elisabeth Lacelle, théologienne, professeure à l'Université d'Ottawa, déjà connue de nos lectrices et lecteurs (Cf FHE n°65), y a prononcé une conférence sur la réconciliation entre hommes et femmes, devant une centaine de participants et participantes. Elle nous autorise à en publier quelques extraits. Qu'elle en soit ici remerciée.

Le mal de "l'irréconciliation" et ses implications

Un événement européen tout récent, symptomatique de plusieurs autres, peut nous introduire à cette réflexion. Les 20-28 juillet dernier, 1200 femmes, déléguées de quarante-deux nations, se réunissaient en Synode européen de femmes chrétiennes en Autriche¹. (...)

Dans les jardins entourant le lieu de rencontre, les organisatrices avaient érigé des figures gravées dans le bois, représentant des femmes de toutes conditions, races, âges, fonctions sociales et ministères. Plus de la moitié de ces figures furent vandalisées. On les affubla de pénis. Les figures féminines portant des ailes furent toutes épargnées.

Certains diront qu'il s'agit là d'une violence due à des chrétiens ultra-conservateurs. D'autres diront qu'il s'agit d'une expression, choquante par sa grossièreté, de la violence latente dans les Églises par rapport aux femmes baptisées, qui les

renvoie constamment à leur identité sexuée, à leur corps, pour les exclure des lieux mêmes qui définissent, légifèrent, célèbrent publiquement les biens du salut en Jésus-Christ. Habituellement cette violence se fait plus discrète, « par le secret » soit de voies diplomatiques ou de rouages politiques ecclésiastiques, ou encore, par la manipulation allant de la plus « spirituelle » dans les exhortations morales et dans les discours théologiques aux plus « matérielles », enchâssées dans des promesses ou des menaces quant à l'avancement dans la fonction. On recourt volontiers à des femmes pour exercer ces pressions.

Ce qui s'est produit au Synode européen des chrétiennes manifeste, de la part de chrétiens, de chrétiennes aussi peut-être, un refus de reconnaître les baptisées comme membres de l'Église à part entière, sur la base de leur identité de femmes, et une affirmation que l'identité et la vocation des femmes, jusque dans l'ordre de l'Humanité nouvelle née

1. Cf. le compte-rendu de M.T. Ricci in FHE n° 68

du salut en Jésus Christ, restent inscrites, circonscrites, dans leur corps de femmes. C'est là leur "nature" et leur destin.

Un événement analogue s'est produit en 1984, lorsque l'artiste chrétienne Edwyn Sandys exposa une crucifixion représentant le Christ sous la figure d'une femme, *Christa*¹. Elle fit scandale. Cette fois aussi, c'est dans leur corps que les chrétiennes ont été atteintes. On distribua des croquis de la crucifixion traversée d'une longue queue, qu'on intitula *Animalia*. Dans un autre ordre, mais tout aussi pénible, lorsque fut révélé tout récemment au public que des femmes ont été ordonnées dans l'Église catholique romaine clandestine de la Tchécoslovaquie, des porte-paroles du Vatican ont aussitôt tranché que l'ordination d'hommes mariés, dans ces circonstances, était illicite ; quant à celle des femmes, elle était en plus, invalide. La règle canonique et son pouvoir juridique l'emportaient sur la puissance de la grâce sacramentelle de l'ordination conférée, à cause de l'identité sexuée femme de ces baptisées. Pour comprendre ce que peuvent représenter d'épreuve de la foi pour des femmes croyantes aujourd'hui, un tel discours et une telle pratique ecclésiales - et dans le cas de celles qui furent ordonnées, pour des femmes qui se sont données au service de l'Église dans les conditions pénibles de sa clandestinité - on peut recourir à l'enseignement par le contraire. Si ce discours et cette pratique émanaient du gouvernement législatif de femmes baptisées à l'égard des hommes baptisés, comment cela pourrait-il être supporté comme "vérité" de salut, alors même que l'Église s'annonce comme communauté, voire communion d'Humanité nouvelle en Jésus Christ, en cette fin de XXe siècle ?

1. cf. FHE n° 65, p. 15

L'identité baptismale des chrétiennes, de laquelle éclôt toute grâce sacramentelle, est-elle autre que celles des chrétiens ? Au point qu'elles seraient ontologiquement, de l'ontologie de la grâce, inaptes à assumer la totalité de l'héritage des biens du salut en Jésus Christ : la transformation qu'ils impliquent au plan de la personne et de son avenir comme humanité recréée par Dieu, leur représentation symbolique, leur gestion, leur transmission autorisée, leur célébration au nom de l'ensemble des baptisés ? S'il en est ainsi, cette condition baptismale doit être envisagée avec le sérieux de l'héritage de la foi qu'elle met en cause. Parce qu'elle marque l'ensemble de l'existence des chrétiennes, mais aussi celle de l'Église tout entière, Corps de Réconciliation en Jésus Christ. (...)

En quête de la grâce réconciliatrice

Lorsque Edwin Sandys a sculpté la *Christa*, elle voulait représenter le Christ, portant dans sa chair de Réconciliateur, les souffrances des femmes dans la société et dans l'Église, notamment la violence qui les accable non seulement individuellement mais comme groupe humain, un mal qui habite l'Église historique tout comme il habite l'humanité. Elle voulait, en même temps, représenter le potentiel salvifique de ces souffrances lorsqu'elles deviennent médiatrices, dans la foi lucide et engagée, d'une transformation réconciliée et réconciliatrice de l'humanité.

Cela a fait scandale. Il ne faut donc pas s'étonner des questions que se posent des chrétiennes de même que de nombreux chrétiens. Les femmes, sur la base de leur sexe, n'auraient pas été incluses

dans la "chair" salvifique de Jésus-Christ, à part entière ? En tant que groupe humain, elles n'auraient pas jailli de son Corps de Réconciliation, Être humain nouveau, dans toute leur personne sexuée, pour que cela soit manifesté, par leur existence sacramentelle, au coeur de l'histoire humaine ? Leur identité baptismale de "revêtues du Christ", leur titre d'héritières des biens du salut, n'aurait pas la même promesse sacramentelle pour elle que pour le groupe de baptisés hommes ? Au point qu'elles soient exclues de la vocation sacramentelle qui gère toute la sacramentalité de l'Église, comme c'est le cas dans certaines Églises. Elles seraient alors destinées à n'être que des collaboratrices, des "aides" des hommes ordonnés ; à attendre d'eux tout enseignement et toute loi qui concernent leur rapport avec Dieu, leur identité chrétienne, l'humanité qu'elles représentent, l'humanité dans sa totalité d'homme et femme créée et recrée à l'image et la ressemblance de Dieu.

Devant les résistances des Églises à se laisser réconcilier avec Dieu dans ce qu'elles découvrent de ce mystère de grâce, de plus en plus de femmes en sont venues à une conclusion. L'insistance à fonder la représentation du Christ sur son identité sexuée mâle - avec ses conséquences pour l'ensemble de la vie de l'Église - leur apparaît comme une divinisation ou, tout au moins, une affirmation de l'exemplarité universelle du type humain mâle, une "malolâtrie" dans les termes pointus de la théologienne Mary Daly ; et du fait même, une négation du salut intégral et universel - catholique - qu'annonce la foi chrétienne. Plusieurs de ces femmes quittent l'Église. D'autres

quittent sans se poser ces questions. Leur démarche affirme pourtant qu'elles cherchent ailleurs le sens de leur vie et celle des leurs, de l'existence humaine et de ce qu'elles veulent transmettre.

D'autres chrétiennes développent une conscience nouvelle de leur être baptismal, intégralement réconcilié en Jésus Christ, pour vivre recrées chair et esprit dans l'Église et dans la société. Elles entreprennent de mettre à jour "l'irréconciliation" de l'Église avec Dieu, qu'elles découvrent et formulent, s'engageant pour des transformations qui feront apparaître leur être de baptisées dans l'Être humain nouveau qu'est le Corps de Réconciliation de Jésus Christ. Ce qui ne veut pas dire qu'elles y réussissent toujours, ou que ce qu'elles disent est toujours la vérité ! Mais impossible de nier qu'il y a là recherche sincère dans l'intelligence et la pratique de la foi. (...)

La réconciliation des femmes et des hommes comme avènement du *mysterion* de la Réconciliation accomplie en Jésus-Christ n'est pas une question marginale. Il s'agit, en effet, de la guérison de l'Église là où persiste la "cassure" qui reflète le plus dramatiquement et fondamentalement la cassure entre Dieu et l'humanité. (...)

Le témoignage de l'Église comme communauté humaine réconciliée en Jésus Christ et ambassadrice de l'oeuvre de la réconciliation de Dieu en Jésus Christ passe par le témoignage d'une communauté de femmes et d'hommes devenus l'Être humain nouveau en Jésus Christ. Il en va de la gloire, la *doxa* de Dieu.

Elisabeth J. Lacelle

Dieu créa l'humain¹

Cet article est un compte-rendu du Conseil Interdiocésain de Pastorale (Interdiocesaan Pastoraal Beraad - IPB) qui réunit les cinq diocèses néerlandophones de la Belgique. C'est une instance où les évêques et leurs conseils dirigeants sont présents, c'est-à-dire 180 personnes. Cet article dont on mesure ainsi la portée est paru dans "Kerk & Leven" (Eglise et Vie), publication hebdomadaire de l'Eglise catholique du 17 juillet 1996.

Le regard biblique sur homme et femme paraît être une partie importante de l'argumentation ecclésiale sur le refus d'accession des femmes au sacerdoce. C'est une des motivations du Conseil pour travailler ce sujet.

Déjà en février de l'an dernier, le IPB avait prudemment coupé l'herbe sous le pied de l'argumentaire de la lettre pontificale "Ordinatio Sacerdotalis". A cette rencontre, le cardinal Godfried Daneels explicita son entrevue avec le pape où il aborda les conséquences dans notre pays de l'exclusion définitive de la femme au sacerdoce. De cette conversation, il ressort qu'il est souhaitable de développer une compréhension plus profonde de l'anthropologie biblique (la vision de l'humain) sur l'homme et la femme. C'est ainsi que le IPB entendit des exposés sur des points de vue théologico-anthropologiques et quelques aperçus de philosophie culturelle. De ces quatre exposés, il résulte qu'il n'y a pas d'arguments solides pour l'exclusion de la femme au sacerdoce.

Jan Lambrecht, professeur honoraire, donna des explications exégétiques sur le texte connu de la lettre aux Ephésiens (5, 21-33), où l'on insiste sur la "soumission des femmes à leur époux, comme l'Eglise est soumise au Christ". De cette comparaison, on conclut souvent que seuls les hommes auraient accès au sacerdoce, parce qu'ils ressembleraient plus au Christ, ce qui est faux. Les notions de soumission, amour et crainte sont radicalement réciproques, tout comme l'exprime le début du verset : "Soyez soumis les uns aux autres, vous qui craignez le Christ". Ce passage est un peu difficile, car il est tributaire du récit de la Création, de la symbolique du mariage avec Israël comme épouse et Yahweh comme époux, et de la vision patriarcale de ce temps. Mais si le Christ est la tête et l'Eglise est le corps, ce dernier ne comprend pas seulement des femmes, car les

1. On utilise le mot "humain" dans le sens d' "humanité" et pour faire la distinction avec l' "homme" utilisé si souvent, mais prêtant à confusion. En flamand, comme en allemand, il y a deux mots différents : mens/Mensch (homme, mais aussi femme) et man/Mann (homme, humain masculin).

hommes aussi font partie de ce corps.

Image de Dieu

"La création de l'humain comme homme et femme" a été le sujet que le professeur Roger Burggraeve eut à traiter. "Et Dieu créa l'humain à son image ; à son image il le créa, homme et femme il les créa (Gen. 1, 27)." Ce texte nous fait comprendre que l'homme et la femme forment ensemble l'image de Dieu. Il n'est donc pas question d'une différence sexuelle, ce qui n'est pas expliqué par la suite. L'orateur insiste sur le fait qu'il y a toujours des tentatives pour gommer ou pour substantialiser la différence. Dans les deux cas, cela veut dire que l'on n'a pas bien lu les textes bibliques. Veut-on donner une place égale à l'homme et à la femme, on doit effacer cette différence, car elle reste toujours source de domination. Comme l'écrit déjà Simone de Beauvoir dans les années 50 : "On ne naît pas femme, on le devient". Entre-temps on redevient attentif à la différence sexuelle, aussi en théologie, afin de ne pas avoir à donner le sacerdoce aux femmes. Maintenant on accentue la plus-value féminine. Elle serait trop bonne pour cette fonction. "Même dans notre manière cléricale de nous exprimer, nous courons le risque d'exalter le féminin. Le pape parle constamment de Marie, et en cela il accentue le rôle de Mère et de Vierge, jamais celui de partenaire. C'est une exaltation importante. La maternité comme préoccupation d'autrui se trouve au centre. La vie professionnelle signifie alors un regard narcissique sur soi-même". Roger Burggraeve reconnaît que sa pensée est influencée par le mouvement écologique : "La nature nous y vient comme donnée offerte, qui demande du sens. Mais aussi notre incarnation est signifiée de manière très terrestre et corporelle.

Aussi longtemps qu'il n'y a pas de séparation, le corps reste source d'esprit, révélateur et obscurcissant. Roger Burggraeve insiste sur le fait que la pensée doit rester dans cette tension d'opposition. "Être-femme est aussi une manière de témoigner de l'humanité". Faut-il alors que la femme accède au sacerdoce ? Il pense qu'il faut d'abord remettre en question le sacerdoce.

Impasse

D'un point de vue pédagogique, Anne Snick nous éclaire sur le fait que la différence peut être source de richesse. Pour cela elle reprend le débat sur le féminisme. Tantôt l'accent se porte sur l'égalité entre homme et femme, tantôt ce sont les différences qui sont valorisées. Dans les deux cas, la discrimination est maintenue, ce qui mène à une voie sans issue. Le savoir-idéal de la philosophie grecque, avec sa méthode logique, rationnelle et hiérarchisée serait l'auteur de cette impasse. Dans notre société, cela a aussi conduit à une accentuation de la pensée rationnelle-logique avant le sensitif, à un classement de l'homme avant la femme, à l'intérêt public avant l'intérêt privé, aux sciences positives avant les sciences humaines. Anne Snick insiste : "Les plaidoyers en faveur de l'émancipation féminine basée sur l'essence reprennent en fait la logique qui a opprimé la femme et les valeurs féminines". Elle voit la solution dans la revalorisation des valeurs morales, non plus fondées sur le savoir (ce qui conduit autant à la méconnaissance et à la répression), mais sur la relation avec l'autre en nous et dans la société. La donnée sexuelle d'une personne est déterminante de la formation de sa personnalité. On devient quelqu'un comme femme ou homme, mais cela n'est pas une question simplement bio-

logique. Si le développement était "pure nature", il serait simplement le résultat d'instincts. La construction de la personnalité est, par contre, le résultat d'une mise en oeuvre complexe de facteurs biologiques, sociaux, éducatifs et psychologiques.

Ainsi, les rôles-modèles sont construits socialement et culturellement. Chaque culture donne un sens particulier à chaque donnée biologique de la différence sexuelle. Les rôles-modèles sont spécifiés de manière historique et ne restent pas invariables au long des siècles. Et ils tiennent en même temps un sens symbolique. Ils sont donnés aux hommes et aux femmes à partir de grands mythes qui inconsciemment continuent de ré-

sonner dans une culture donnée. La plupart du temps, nous ne nous arrêtons pas sur le spécifique de chaque rôle-modèle, spontanément nous pensons qu'il tient à la nature des choses. Dans les crises, nous constatons que ces rôles-modèles ne sont pas si fixes. Par exemple, une mère célibataire peut efficacement représenter la figure paternelle. "Vu le sens symbolique des modèles liés au genre sexuel, nous pouvons bien imaginer que le sacerdoce puisse être assumé par la femme. Sur le plan symbolique, elle peut poser des signes qui rendent présent un autre que soi-même" conclut Corveleyn.

Jef Festjens
Traduction R.D.



Dessin d'Annika Nelson. Permission accordée par "Call to Action"

Tous excommuniés !

Après la nouvelle prise de position du Cardinal Ratzinger sur l'ordination des femmes, notre amie Suzanne Tunc a trouvé que la mesure était pleine.

- Croyez-vous en Dieu ? - Oui. - Bon.
- Croyez-vous en Jésus-Christ ressuscité ? - Oui. - Bon.
- Croyez-vous que l'impossibilité d'ordonner des femmes est un dépôt de la foi ? - Non. - Alors, vous êtes excommunié.

Ainsi en a décidé Joseph Ratzinger.

Il ne va pas vous faire un procès. Il ne serait pas assez sûr de le gagner ! Et il y aurait trop de procès à faire. De quoi occuper les tribunaux ecclésiastiques pendant un bon siècle. Et peut-être de rencontrer des surprises. Combien d'évêques en effet seraient prêts à engager en toute conscience leur foi, s'ils étaient solennellement interrogés sur ce point ? Ils répondraient probablement par une phrase évasive. A défaut de réponse affirmative, ils seraient considérés comme soutenant une doctrine "incompatible avec la foi".

Excommuniés donc, tous les signataires allemands, autrichiens, français, de la pétition "Nous sommes l'Eglise", et tous ceux qui hésitent encore sur la question de l'ordination des femmes. Qui va alors rester auprès de Joseph, cardinal Ratzin-

ger ? Il y aura au moins Mgr Angelo Scola, recteur de l'Université du Latran, qui explique avec candeur que "le pape n'a jamais dit que l'Eglise ne voulait pas accepter l'ordination des femmes, mais qu'elle ne le pouvait pas..." Ne s'est-il pas trompé dans l'ordre de son raisonnement ? Nous pensons, nous, non pas que l'Eglise ne le peut pas, mais qu'elle ne le veut pas.

Qu'elle en arrive à excommunier *ipso facto* tous ceux qui ne pensent pas comme elle est la meilleure preuve qu'elle sent elle-même la faiblesse de sa position. Songeons à Paul lorsque, engagé sur une mauvaise piste en 1 Co 11, il s'embrouille et coupe court : "Et si quelqu'un se plaît à contester, nous n'avons pas cette habitude..."

Que le Vatican se rassure. Nous ne quitterons pas le Christ. Nous continuerons de nous penser en communion avec tous ceux et celles qui croient en Lui, même au sein de l'Eglise catholique, puisque c'est la nôtre.

Suzanne Tunc

Le diaconat féminin

Un comité spécial de la Société du droit canonique des États-Unis conclut à la possibilité de l'ordination des femmes au diaconat permanent.

Cet automne, alors qu'à Rome la Congrégation pour la doctrine de la foi préparait sa note sur l'ordination des femmes, un comité spécial de la Société du droit canonique des États-Unis, réuni à Montréal, déposait son rapport sur l'ordination des femmes au diaconat permanent. Sa conclusion : l'ordination des femmes au diaconat permanent est possible et, dans le contexte culturel actuel des États-Unis, elle est peut-être souhaitable.

Soulignons le caractère sobre du rapport, la prudence de son argumentation, son esprit non polémique. Le Pape et la Congrégation pour la doctrine de la foi souhaitent-ils qu'on se taise sur la question des femmes-prêtres ? Soit ! Cependant, en 1976, sous Paul VI, la question du diaconat a été sciemment exclue de la déclaration *Inter Insigniores*, décision à laquelle Jean-Paul II n'a jamais dérogé. Les auteurs du rapport acceptent donc d'aborder le diaconat féminin comme question séparée, sans préjugé pour l'exclusion des femmes de la prêtrise.

Devant la difficulté des exégètes de s'entendre sur le sens qu'il faut donner au diaconat de Phébée à Cenchrées (Rm 16), ils refusent de trancher et font plutôt appel à l'évidence irréfutable de la pratique historique de l'Église orientale : im-

position des mains, statut clérical des diaconesses, obligation du célibat semblable à celle des autres clercs. D'ailleurs, soulignent-ils, la récente Consultation inter-orthodoxe a prôné le rétablissement du diaconat féminin.

Pour les canonistes, l'ordination des femmes au diaconat est une question de statut et de grâce. Ordonner des femmes au diaconat permettrait d'offrir une reconnaissance permanente et sacramentelle à la vocation ministérielle des diaconesses éventuelles et de leur confier des responsabilités et des obligations dont elles seraient exclues en tant que laïques. Dans le contexte américain où l'Église fait davantage appel aux talents et aux charismes des femmes et où la culture ambiante est de plus en plus égalitaire, appeler des femmes au diaconat ouvrirait des pistes nouvelles qui conviendraient aux attentes de l'ensemble de l'Église nationale.

Il reste à parier que ce rapport, rapidement éclipsé par la tempête médiatique qui avait entouré la note de la Congrégation pour la doctrine de la foi, ne fera pas l'unanimité chez ceux et celles qui souhaitent l'ordination sacerdotale des femmes. Dès le Concile, certaines femmes se méfiaient déjà de voir les femmes confinées dans le "bas clergé". Alors étudiante,

Elisabeth Schüssler-Fiorenza a soutenu que les femmes devraient d'abord viser l'ordination épiscopale ! De nos jours, dans les milieux féministes, la remise en question du cléricanisme prime sur la revendication de l'ordination. A Washington, lors de la rencontre jubilaire du Women's Ordination Conference, on a pu constater que "la question n'est plus : est-ce que l'Église peut ordonner des femmes ? mais est-ce que les femmes peuvent accepter l'ordination au sein d'une Église patriarcale ?"

D'autres mettront sans doute en avant une argumentation plus pragmatique. Tant chez les anglicans que dans les autres Églises qui ordonnent des femmes, c'est par l'ordination diaconale qu'on a commencé. Sur le plan sociologique, ce serait bien étonnant que cela se fasse autrement dans l'Église catholique romaine. Le diaconat serait donc un pied dans la porte, qui permettrait de vaincre des résistances davantage culturelles que théologiques et d'habituer des gens à la présence des femmes à l'autel et dans la chaire. D'ailleurs, précisément parce qu'on imagine mal que l'ordination diaconale des femmes n'aboutisse pas à l'accès au sacerdoce, certains s'y oppose-

ront.

Trois mouvements historiques portent le débat sur l'ordination des femmes ; l'émancipation sociale des femmes a suscité chez les femmes chrétiennes des aspirations nouvelles quant à leur rôle au sein de la communauté croyante. L'oecuménisme a permis de côtoyer des Églises protestantes au moment où celles-ci ouvraient aux femmes des ministères ordonnés ; les catholiques ont pu voir comment ce choix, dans ces Églises, s'enracinait dans une volonté de fidélité au message évangélique.

Enfin, l'ecclésiologie renouvelée de Vatican II, avec son insistance sur l'Église comme Peuple de Dieu, a partiellement libéré l'état clérical d'un monarchisme millénaire.

Tant et aussi longtemps que ces mouvements historiques ne s'estomperont pas, rien ne permet de croire que le débat sur l'accès des femmes au sacrement des ordres disparaîtra au sein du Peuple de Dieu.

Carolyn Sharp

Relations - mars 1996



Une nouvelle équipe

Le conseil d'administration du 12 janvier 1997 a donné un nouveau Bureau à l'association FHE. La présidente en est Simone Peccaud, le secrétaire général Jean-Pierre Leconte, la trésorière Denyse Boyer et le trésorier-adjoint Lucien Sautreuil. L'équipe est complétée par la cooptation de Claude Bernard, à charge pour lui de coordonner les responsabilités techniques et administratives du Bureau en fonction des objectifs du Conseil d'administration. Le Bureau fera tout pour vivre sa responsabilité en partenariat avec les membres de ce Conseil, ainsi qu'avec les adhérents de l'association. La recherche d'un meilleur équilibre dans la représentation des femmes et des hommes au sein de FHE ressort comme une évidence prioritaire. Il n'a pas été possible de trouver cette année ni un co-président ni une secrétaire générale adjointe.

Trois nouveaux membres font leur entrée ou leur retour au Conseil :

Denyse Boyer (Paris), Alice Gombault (Viroflay) et Colette Pavageau (Bayonne).

Le conseil d'administration est désormais composé de :

Monique Bertin (60), Denyse Boyer (75), Monique Chomel (92), Alice Gombault (78), Martine Lavallart (45), Jean-Pierre Leconte (75) Marie-Thérèse van Lunen-Chenu(89), Gabriel Marc (78), Martine Millet (78) ou Joachim Ludwig, Colette Pavageau (64), Simone Peccaud (27), Marie-Cécile Ramel (69), Françoise Roquet (86), Lucien Sautreuil (27), Donna Singles (69) et Claire Suchel (42).

Prochain conseil d'administration le 6 avril 1997 de 10h à 16h à Paris.

droit de réponse

En vertu de son droit de réponse, Madame Elisabeth Dufourq nous prie d'insérer le texte suivant, ce que nous faisons bien volontiers, en l'assurant à nouveau que nous n'avions nullement l'intention de dénaturer son article :

« Elisabeth DUFOURQ, historienne et ancien ministre, demande que son article **“Eucharistie du genre humain et exclusion des femmes”** ne soit pas présenté, comme il l'a été, dans le n° 68 de Femmes et Hommes en Eglise “comme un écho à la réponse d'Albéric de Palmaert” “Le 3e ordre du Jeudi Saint”. En effet, son article avait été adressé à la revue plusieurs semaines avant la parution de cette curieuse “réponse”. »

10 bougies pour Femmes et Christianisme

Ce bulletin FHE paraît trop tôt pour pouvoir donner les premiers échos du colloque organisé à Lyon les 7-8 mars pour célébrer cet anniversaire. Sachez déjà que le Centre Femmes et Christianisme a inauguré officiellement ses nouveaux locaux le 12 décembre 1996. Voici des extraits des discours qui furent prononcés à cette occasion :

C'est avec grand plaisir que l'équipe du Centre Femmes et Christianisme vous accueille dans ses nouveaux locaux. Ce Centre de documentation et de recherches, créé conjointement par Femmes et Hommes en Eglise et la Faculté de Théologie de Lyon, est une réponse à l'appel de Jean XXIII qui nous invitait à être attentifs aux signes des temps.

La Faculté de Théologie de Lyon a accepté le pari de la création de ce centre lorsque Marie-Thérèse van Lunen Chenu a su frapper à la bonne porte, puisque Henri Bourgeois, Doyen à ce moment-là, y a répondu favorablement.

C'était en 1986, il y a dix ans.

Aujourd'hui, dix ans plus tard, Pierre Gibert, actuel Doyen de la Faculté de Théologie, a permis l'ouverture des portes de ce nouveau lieu où nous pouvons travailler plus efficacement et mettre en route de bons projets.

Marie-Cécile Ramel
Responsable du Centre

C'est Christian Ponson, Recteur de l'Université Catholique, qui devait vous adresser ces quelques mots. Je le remplace avec grand plaisir et cela pour plusieurs raisons :

Enseignant la démographie, je m'intéresse tout particulièrement au lien qui existe entre croissance, démographie et pauvreté dans les tiers-mondes. Or, aujourd'hui, on estime que la promotion des femmes est un facteur clé de la réussite de toutes actions visant à promouvoir une parentalité responsable.

Lors de la conférence internationale du Caire sur la population et le développement, en 1994, il a été signalé combien le rôle des femmes est essentiel dans la mise en oeuvre des actions de développement.

A la fois comme universitaire et comme chrétien, les travaux de Femmes et Christianisme me paraissent du plus grand intérêt.

Je souhaite à Femmes et Christianisme un travail serein, solide et fécond. Vous savez que vous pourrez compter sur l'appui du Recteur, des deux vice-recteurs et de beaucoup d'autres personnes dans cette bonne maison.

René Valette
Vice-Recteur



Au Forum œcuménique des femmes chrétiennes d'Europe

Dans le cadre de la préparation du Deuxième Rassemblement œcuménique de Graz (juin 1997), un débat a été organisé à Paris, le 29 janvier 1997, par le Forum œcuménique des femmes chrétiennes d'Europe : « Dénoncer la violence contre les femmes : une exigence préalable à la réconciliation ». Celui-ci a rassemblé une trentaine de personnes. Marie-France Casalis, conseillère technique à la délégation régionale aux Droits des Femmes d'Ile-de-France, a fait état de son expérience. Les situations décrites et leur importance numérique sont pires que ce que nous imaginions. Cette prise de conscience a été suivie d'une recommandation aux Eglises.

Recommandation aux Eglises

Les Eglises d'Europe préparent depuis plusieurs mois le Rassemblement Oecuménique sur le thème de la « Réconciliation, don de Dieu, source de vie nouvelle », à Graz (juin 1997). Les femmes du Forum œcuménique adressent une recommandation aux Eglises qui ont leur part de responsabilité dans les actes de violence que subissent les femmes, parce qu'elles sont femmes.

Nous demandons :

1. aux prêtres et pasteurs :

- d'être attentifs aux signes de violence qu'ils peuvent déceler dans des situations conjugales ou familiales
- d'apprendre à voir et à entendre celle, celui qui cherche de l'aide
- d'apprendre à écouter et à respecter dans son intégrité la parole des victimes, quel que soit leur âge
- d'abandonner l'idée que le pardon pourrait être une thérapie.

vie de l'association

2. à nos Eglises :

- de prendre conscience de ces fait trop souvent obliérés ou minimisés et d'avoir le courage de les dénoncer ouvertement chaque fois qu'elles en ont connaissance
- de veiller à ce que dans nos communautés, le langage, les comportements, les statuts et les rôles soient respectueux de l'égalité entre hommes et femmes
- de reconnaître et de soutenir le travail des services spécialisés
- de mettre en œuvre ou de développer dans la catéchèse, la préparation au mariage, les réunions de couples, les groupes de réflexion et commissions d'éthique, la formation au respect de l'autre, de sa personne, de sa pensée, de son corps. Nous pensons particulièrement aux femmes et aux enfants, victimes les plus fréquentes de violences.

Cette recommandation est signée par :

Action catholique générale féminine (ACGF)

Groupe Orsay

Femmes & Hommes en Eglise

Association européenne des Femmes pour la recherche théologique (AFERT)



Au groupe Orsay

Par suite d'un malencontreux choix de date, le colloque de Lyon se déroule en même temps que celui d'Orsay, qui a lieu les 7-8-9 mars 1997, nous privant mutuellement de notre coopération habituelle. Le colloque d'Orsay a pour thème, cette année : « Vouloir vivre ensemble, un défi, une chance, un avenir ». Nous souhaitons bon colloque à nos amies protestantes et ne manquerons pas d'en donner des échos.

avez-vous lu ?

Un certain regard

"Presque rien sur presque tout", le titre même de cet ouvrage à succès est alléchant et invite à pénétrer dans cette grande épopée de l'Humain qu'a voulu dépeindre l'auteur. C'est ainsi que je me suis plongée dans la lecture du livre de Jean d'Ormesson et je dois dire que j'ai beaucoup aimé ce mélange d'érudition, de poésie, d'humour et de profonde réflexion que l'auteur manie avec bonheur, dans des chapitres courts mais denses. Parfois des accents à la Teilhard de Chardin sont perceptibles voici une de ces belles phrases qui m'ont charmée : "Réduit en poudre et en miettes par le big-bang primitif, un peu de bien et de beauté tombé des doigts de l'être et de l'éternité se mêle au temps et au mal". C'est un peu un raccourci de ce que l'académicien nous a livré dans cette vaste fresque de l'Univers.

Néanmoins une certaine frustration m'est restée en refermant le livre. Les monologues de l'homme (ce mot ambigu prétendant représenter l'humain total) se placent d'un point de vue exclusivement masculin. C'est ce que j'ai ressenti quand l'Homme est décrit comme celui qui, armé d'une massue, a tiré la femme par les cheveux, a violé sauvagement, a guerroyé à qui mieux mieux, a tenu avec délices des filles sur les genoux, et tout à l'avenant. Ou encore c'est celui qui a recherché le pouvoir par tous les moyens, l'a obtenu parfois en laissant son nom dans l'Histoire, a poursuivi la gloire et les honneurs, etc. Cette description n'est pas le propre de l'Être-femme. Il est vrai que l'Histoire a été faite et racontée jusqu'à présent par l'homme au masculin qui s'est cru la norme de l'Humain total et qui perçoit encore la femme comme une catégorie à part.

C'est ce même Jean d'Ormesson qui, au moment de la mort de Mitterrand, a pu dire ceci : "Un homme qui a aimé Venise

et les femmes ne peut pas être foncièrement mauvais". Il voulait sortir ainsi un bon mot à l'adresse de celui qu'il n'aimait guère. Je m'étais demandée alors pourquoi il considérait "les femmes" au même titre qu'une belle ville. Ce qui peut sembler au premier abord un hommage indirect rendu à la femme est, me semble-t-il, un de ces compliments de "féminolâtre" qui réduisent la femme à un bel objet, on l'a assez dit.

En évoquant, dans son livre, le mécanisme de l'Evolution qui a permis la mutation d'un primate en hominidé puis en homme, comment se fait-il que Jean d'Ormesson ne se soit pas posé la question de savoir si ces seuils ont été franchis de concert pour le primate-mâle et le primate-femelle ? Lequel a précédé l'autre ? Comment se sont-ils trouvés pour progresser ensemble ? Lequel a pris conscience le premier et entraîné l'autre ? Il me revient en mémoire un épisode du film "La guerre du feu" où la femme, lasse de se faire surprendre par le mâle, s'est retournée pour lui demander l'acte sexuel en face. N'était-ce pas le début de l'amour où le mâle put considérer sa partenaire en vis-à-vis et non plus comme un simple pôle d'attraction pour sa sexualité ? N'était-ce pas le début d'une prise de conscience ? La femelle n'a-t-elle pas ainsi provoqué le mâle à la réflexion ? N'a-t-elle pas été un des ressorts de l'Evolution ? C'est pourquoi j'invite notre académicien à "rectifier son tir" et à ajouter un chapitre à son livre, en s'interrogeant sur la trace de l'Être-Femme dans l'Evolution et tout au long de l'Histoire.

Je voudrais, pour finir, citer ce mot de Teilhard de Chardin dont pourrait s'inspirer Jean d'Ormesson (in "L'Éternel Féminin" dans les "Ecrits du temps de la guerre") : "Dieu m'a répandue dans le Multiple initial comme force de condensation et de concentration. Par moi tout se meut et se coordonne. Je suis le charme mêlé au

avez-vous lu ?

monde pour le faire se grouper, l'Idéal suspendu au-dessus de lui pour le faire monter. Je suis l'Essentiel Féminin".

Claudie de Rauglaudre

Février 1996



De la difficulté de parler de Dieu

Merci à l'Actualité Religieuse de poser à nouveau la question des rapports hommes-femmes dans les religions. Le n° 150 du 15.12.96 a pour titre : "Et si Dieu était féminin". Question ambiguë : s'agit-il d'un Dieu féminin ou de Dieu au féminin (Cf. "Dieu au féminin" de V.R. Mollenkott, Ed. Paulines, 1990, malheureusement non cité). Le terme même de "féminin" nécessiterait quelques précisions. Certains auteurs (les P. Bobrinskoy et Martelet), engoncés dans la symbolique du Dieu époux (mâle) de l'Eglise-épouse, tentent de compenser leurs affirmations en insistant sur les attributs matriciels du Dieu-père. Mais la plupart (10 hommes pour 2 femmes) oscillent entre l'audace d'accepter pleinement les représentations sexuées de Dieu et la peur de l'enfermer dans ces images. Malheureusement, seul l'archétype de la femme-mère est retenu : est-il impossible de concevoir la femme-épouse comme image de Dieu ? A noter un reportage courageux de Serge Lafitte sur le langage inclusif. Enfin, pourquoi interviewer le cheik Tourabi, sans qu'un article vienne apporter la contradiction à cet idéologue de la dictature islamiste soudanaise ? On aimerait que ses belles paroles sur les femmes soient suivies d'effet dans son pays...

Françoise Roquet

Aimé Georges Martimort, **Les diaconesses.**

Essai historique, C.L.V., Edizione Liturgiche, 00192 Roma, 1982

Merci à la mission de France d'avoir repris, dans sa Lettre aux communautés n° 180 (sept.-oct. 1996) sur le diaconat, les travaux d'A. G. Martimort sur les diaconesses.

La création des femmes diaques répondait d'abord à un souci missionnaire et à des problèmes culturels, raisons pour lesquelles le Concile Vatican II a aussi réactivé le ministère de diacre dans l'Eglise.

"Le diacre se tient à la place du Christ et vous devrez l'aimer. La diaconesse, toutefois, doit être honorée par vous à la place du Saint-Esprit."

"(O évêque ...) ceux qui te plaisent parmi tout le peuple, tu les choisiras et établiras diaques : d'une part, un homme pour l'administration des nombreuses choses nécessaires, d'autre part, une femme pour le ministère des femmes. Car il y a des maisons où tu ne peux envoyer un diacre vers les femmes, à cause des païens, mais tu peux envoyer une diaconesse. Et aussi, parce que dans beaucoup d'autres domaines le service d'une diaconesse est requis. Et en premier lieu, quand les femmes descendent dans l'eau, il est requis que celles qui descendent dans l'eau soient ointes par une diaconesse avec l'huile de l'onction. (...) Et quand celle qui reçoit le baptême est remontée de l'eau, la diaconesse la recevra, l'instruira et l'éduquera, afin que le sceau infrangible du baptême soit (gardé) avec pureté et sainteté."

"A cet égard, nous disons que le ministère d'une femme diaconesse est spécialement requis et pressant. Car notre Seigneur et Sauveur lui aussi a été servi par des diaconesses qui étaient : Marie de

avez-vous lu ?

Magdala, Marie, fille de Jacques et mère de José et la mère des fils de Zébédée avec d'autres femmes aussi (Mt 27, 55-66). Le ministère des diaconesses t'est encore nécessaire pour bien des choses. En vérité, une diaconesse est requise pour les maisons des païens où sont des femmes croyantes, parce qu'elles entrent et visitent celles qui sont malades et elles les servent en ce qui est requis pour elles, et pour baigner celles qui ont commencé de relever de maladie." *Extraits de la didascalie des Apôtres.*

A. G.



Pierre Grelot
La condition de la femme
d'après le nouveau testament
Paris, Desclée de Brouwer, 1995,
171 p., P.110

Voici un livre qui a le mérite de ne pas cacher son jeu ! Sur le thème énoncé dans le titre, un parcours du Nouveau Testament est en effet proposé, dans la première partie du livre. Il aboutit à cette conclusion que "le témoignage sur la réalité de la résurrection de Jésus (...) a pu être porté par tous ces "frères" de la première heure, hommes et femmes réunis". Mais "les textes du Nouveau Testament ne fournissent aucun indice sûr d'un "pastorat" ou d'une "présidence" confiés à des femmes" (pp. 136-137). Que disent-ils sur l'impossibilité de confier ces ministères à des femmes ?... L'A. donne, pp. 93-95, à propos de Rm, 16,1-2 (l'évocation de Phœbé) une belle démonstration de l'art de faire parler les silences du texte.

A moins que, quelque part, il soit affir-

mé que la "paternité de Dieu", la "masculinité de Jésus" et celle des apôtres (c'est-à-dire "les Douze"?) sont essentielles à la révélation de Dieu lui-même ! Il en résulterait qu'il y a une cohérence entre la révélation de l'amour de Dieu et le fait que Jésus ait choisi des "hommes". Précisément, la "tradition apostolique" (au singulier) permet d'énoncer cette affirmation. Alors, *-in cauda venenum-* les héritiers des Réformateurs du XVIe siècle, avec le recours à la *Scriptura sola*, sont privés de cette tradition apostolique, qui "constitue la norme suprême de la foi". Ils sont ainsi condamnés à maintenir en vie des traditions ecclésiastiques du XVIe siècle.

La distorsion entre un travail exégétique précis et une matière apologétique d'invoquer l'exégèse est ici assez remarquablement illustre.

M. Gueneau
(*Libresens - mai 1995*)



Marie-Christine Ray,
Les catholiques aux États-Unis,
Ed. Cerf, 1996, 128 p.

Un petit livre qui se lit aussi agréablement qu'utilement : très bien informé et bonnes analyses. On aimera y retrouver le contexte qui donne sens au mouvement des femmes, notamment des religieuses, auquel FHE a si souvent rendu hommage. (Cf dossier : l'histoire de Call to action)

MTVLC

Prix citron

à *Tony Anatrella, prêtre et psychanalyste*

... Au début de l'adolescence, les filles ont tendance à s'identifier aux garçons et à rivaliser avec eux. Puis elles s'acceptent et n'ont plus besoin d'être dans des conflits de jalousie et de pouvoir. Une forme de mixité maintient souvent ce conflit. Il est alors fréquent que des filles se modèlent sur la psychologie masculine. On peut dire que, d'un point de vue pédagogique, la mixité permanente favorise de nouvelles aliénations qui débouchent sur la confusion des sexes, des pensées et des rôles.

In *Demain Guide de France* Bulletin spécial de présentation.



Prix orange

à *Mgr Kenneth Untener, évêque de Saginaw, Michigan (USA),*

qui a contesté publiquement l'argument du Vatican selon lequel seul l'être masculin peut agir comme prêtre, au nom et à la place du Christ. Cette position, dit-il, "soulève une question théologique qui mérite un examen attentif".

Ce numéro

40^{FF}

abonnements 1997

(Partant de janvier)

France 150 F, Europe 175 FF, autres continents 200 FF

A verser à : FHE 68, rue de Babylone 75007 Paris

C.C.P. : 161225A Paris

WOMEN'S
ORDINATION
CONFERENCE



Permission accordée par Women's Ordination Conference
P.O. Box 2693 Fairfax, VA 22031 USA

**femmes
&hommes
eglise**

68, rue de Babylone 75007 Paris

☎ 47.05.76.99